

Ecole Supérieure de Gestion et d'Economie Numérique

ESGEN

**Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme de
Master en Sciences Commerciales**

Spécialité : AUDIT ET CONROLE DE GESTION

THEME :

**L'opération du rapprochement bancaire et son
impact sur la qualité de l'information financière
ETUDE DE CAS : chez le cabinet DJOKHERAB
ZAKARIA**

Présenté par :

Mlle WARDA MIHOUBI

Encadreur :

**Mr. FARID MOKRANE
MAÎTRE ASSISTANT A**

Année universitaire 2021/2022

Ecole Supérieure de Gestion et d'Economie Numérique

ESGEN

**Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme de
Master en Sciences Commerciales**

Spécialité : AUDIT ET CONROLE DE GESTION

THEME :

**L'opération du rapprochement bancaire et son
impact sur la qualité de l'information financière
ETUDE DE CAS : Chez le cabinet DJOKHERAB
ZAKARIA**

Présenté par :

Mlle WARDA MIHOUBI

Encadreur :

**Mr. FARID MOKRANE
MAÎTRE ASSISTANT A**

Année universitaire 2021/2022

Dédicace

dédicace

Je dédie ce travail :

A la plus belle, la plus sincère et la plus douce des personnes que dieu à crée

A celle qui s'est sacrifiée jour et nuit pour mon bonheur et ma réussite

A la source de tendresse, de force, qui n'a pas cessé de m'encourager

A la personne que j'aime le plus

A moi-même WARDA

A mes chers parents qui m'ont toujours assisté et soutenu, particulièrement pendant l'accomplissement de ce travail.

A mon frère AKRAM ABDELBASSET, et mes sœurs (MALAK, SALSABIL, HIBA) qui m'ont encouragé tout au long de mes études et à qui je souhaite un avenir radieux et plein de réussite

A mon chère monsieur KHAN ABDENOUR qui m'a vraiment soutenu de son cœur

A mon grand-père qui m'a accompagné par ses prières, sa douceur, puisse Dieu lui prêter longue vie et beaucoup de santé et bonheur dans les deux vies.

A tous mes amies, plus particulièrement SARA et MELISSA avec qui j'ai partagé les moments de stress et de joie

A tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce travail.

Dédicace

Remerciements

Au terme de mon travail, je tiens à remercier Dieu tout puissant de m'avoir donné la force, le courage et la patience.

*En exprimant ma profonde gratitude à toute l'équipe du cabinet d'audit et de commissariat aux comptes **DJOKHERAB ZAKARIA***

*J'adresse également mes grands remerciements à mon encadreur **M MOKRANE FARID**, pour son soutien indéfectible, qui m'a beaucoup aidé dans ma recherche de stage, m'a permis de postuler dans ce cabinet pour son accueil et le partage de son expérience, et aussi à sa confiance.*

En fin, je tiens à remercier toutes les personnes qui m'ont conseillé et relu lors de la rédaction de ce rapport de stage : toutes les personnes qui sont proche au cœur.

Liste des abréviations :

CAC	Commissariat aux comptes
CI	Contrôle Interne
CNC	Conseil National de la Comptabilité
CNCC	Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes
COSO	Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission
IAASB	International Auditing and Assurance Standard Board
IAPS	International Auditing Practice Statements
IAS	International Accounting Standards
IFAC	International Federation of Accountants
IFACI	Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne
IFRS	International Financial Reporting Standards
ISA	International Standards on Auditing
NAA	Normes Algériennes d'Audit
OEC	Ordre des Experts-Comptables
PM	Performance Materiality
TFT	Tableau des Flux de Trésorerie
TCR	Tableau de Compte des Résultats
SARL	Société A des Responsabilités Limitées
SPA	Société Par Actions
EURL	Entreprise individuelle à des Responsabilités Limitée
SNC	Partenariat
SCS	Société en commandite
SCA	Actions Société en commandite
SCF	Système Comptable Financier

Liste des figures :

N°	Intitule	Page
01	Organigramme du cabinet	56
02	Relevé bancaire	60
03	Compte bancaire	61

Sommaire :

Introduction :

Chapitre 01 : L'information financière au sein de l'entité

Section 01 : L'entité, définition, objectif et risque

Section 02 : L'information financière au sein de l'entité

Section 03 : La comptabilité financière au niveau de l'entité

Section 04 : Le traitement de l'information financière

Chapitre 02 : L'opération du rapprochement bancaire

Section 01 : La trésorerie

Section 02 : Le rapprochement bancaire

Chapitre 03 : Etude de cas d'une mission de rapprochement bancaire

Section 01 : Présentation de l'organisation d'accueil, cabinet de commissariat aux comptes et de comptabilité
DJOKHERAB ZAKARIA

Section 02 : Présentation de l'entité choisie

Section 03 : Exécution de la mission du rapprochement bancaire pour le compte de l'entreprise EURL INDEXALPHA

Conclusion :

Introduction générale :

Introduction générale :

L'entreprise est un ensemble de moyens matériels, financiers et humains regroupés et organisés afin de réaliser un maximum de profit. Elle vit dans un contexte marqué par les effets croissants de la mondialisation des échanges, et d'une pression concurrentielle qui s'accroît d'une façon intense due à l'existence de nouvelles technologies et de compétitivité.

L'ouverture internationale et la mondialisation des marchés leur fait connaître l'exigence de se confronter à l'amélioration de leur performance pour assurer leur pérennité et atteindre leurs objectifs.

Pour concrétiser ces objectifs, la direction de l'entreprise se trouve dans l'obligation de mettre en œuvre un moyen de gestion plus pertinent et plus rigoureux qui conduit à une gestion performante, efficace et efficiente tout en sauvegardant et améliorant le patrimoine de l'entreprise.

Le système contrôle interne est parmi les différents moyens qui contribue à rendre une organisation performante. Il a pour but de donner aux dirigeants une assurance sur le degré de maîtrise des activités, la fiabilité des informations, le respect des directives et l'optimisation des ressources.

Pour s'assurer de l'efficacité et de l'efficience du système de contrôle interne, l'audit interne apparaît comme une fonction incontournable qui permet à la direction, d'apprécier la qualité des processus de contrôle, de gestion des risques, de gouvernance, et de prendre les mesures convenables pour les améliorer.

La vie de l'entreprise se subdivise en cycles (achats-fournisseurs, ventes-clients, immobilisations, trésorerie, emprunts et dettes financières. Parmi ces cycles, celui de la trésorerie qui joue : un rôle central dans la vie de l'entreprise du fait de la position sensible qu'il occupe. Il est au cœur des mouvements ou flux financiers (espèces, chèques, opérations avec les institutions financières).

Vu l'importance de la trésorerie dans le cycle d'exploitation de l'entreprise, et aussi compte tenu du volume des flux (encaissements et décaissements) que connaît quotidiennement l'entreprise, il devient primordial de mettre en place une organisation et des dispositifs de contrôle interne efficaces, structurés et formalisés qui protègent cette trésorerie.

Pour s'assurer de sa fiabilité et permettre aux responsables de prendre de meilleures décisions commerciales, le management de l'entreprise mène des audits du cycle de la trésorerie en les

confiant aux auditeurs internes.

L'audit du cycle de la trésorerie est perçu comme la solution devant le large éventail de problèmes que pourraient rencontrer les entreprises, il permet d'assurer convenablement la gestion des risques de la trésorerie et il contribue à rendre les entreprises plus efficaces et mieux protégées aux risques éventuels de la mauvaise gestion du patrimoine.

Pour mener à bien cette mission, l'auditeur interne effectue une étude et une évaluation des systèmes qu'il juge significatifs en vue d'identifier d'une part, les contrôles internes sur lesquels il doit s'appuyer, et d'autre part les risques d'erreurs dans le traitement des données, et enfin d'en déduire un programme de contrôle des comptes adaptés, actualisés et des procédures en vigueur.

Un rôle primordial à la pérennité des entreprises offrant une maîtrise des risques, des activités de manière relative, et ses informations financières mais tout de même salvatrice.

Suite à aux différents scandales ainsi que d'autres faillites commerciales qui ont marqué l'histoire, les conseils d'administration des entreprises ont tout fait pour améliorer la responsabilité et la transparence des informations des sociétés qu'ils supervisent, et ainsi leurs donner la possibilité de grandir encore.

En formalisant les procédures, les mécanismes de contrôle et la supervision, le contrôle interne apporte la garantie que le produit ou le service réalisé correspond bien aux caractéristiques qui lui sont attribuées. C'est l'existence d'un processus de contrôle interne qui permet d'assurer un minimum de qualité requis au produit, et qui rassure le consommateur.

En parallèle, l'audit interne, ou externe, intervient ici comme la garantie du bon déroulement, de la bonne qualité de l'information financière, de la bonne application et de l'adaptabilité des procédures du contrôle interne. En résultera ensuite un produit ou un service de qualité de l'informations financières, réalisé sur la base de normes en vigueur.

L'information produite par une entité est soumise à ses deux facteurs tachés d'assurer sa crédibilité et sa fiabilité. Et si le contrôle interne et l'audit ne sont pas similaires, ils viennent se compléter, dans la mesure où l'un a besoin de l'autre. D'abord le contrôle interne, puisqu'il comprend l'ensemble des procédures et des mécanismes appliqués par l'entreprise dans le but d'assurer le processus de collecte, de traitement, et de distribution de l'information. C'est le contrôle qui offre un processus fiable. L'audit ensuite, qui offre un regard indépendant sur la qualité de cette information, transmise grâce au contrôle interne. Il assure que le processus

présenté est fiable.

C'est dans ce contexte que nous avons mené notre étude afin de montrer l'importance stratégique de la trésorerie et du traitement des informations financières de la trésorerie pour le devenir de l'organisation, et le rôle du rapprochement bancaire dans le traitement des informations financières de la trésorerie de l'entité et de la gestion des risques financiers au sein d'une entreprise en l'occurrence d'une entreprise cliente du cabinet DJOKHERAB ZAKARIA, pour ce faire nous prendrons le soin de traiter la problématique suivantes :

« Comment se déroule le rapprochement bancaire pour offrir l'assurance de la fiabilité de l'information financière ? ».

Dans lequel nous allons découvrir le déroulé d'une mission du rapprochement bancaire pour avoir une information financière de bonne qualité.

La réponse à la question centrale conduit à répondre aux questions citées ci-après :

- Qu'il est le rôle d'audit interne par rapport le déroulement du rapprochement bancaire ?
- Est-ce que le rapprochement bancaire offre à l'entreprise la maîtrise de ses informations financières ?
- Qu'est-ce que rapprochement bancaire a un impact sur la qualité de l'information financière ?

C'est dans ce contexte-là que nous proposons les hypothèses suivantes :

- Hypothèse 1 : l'audit interne, joue le rôle de garant du bon déroulement des procédures du rapprochement bancaire.
- Hypothèse 2 : le rapprochement bancaire offre à l'entreprise la maîtrise de ses informations financières et de ses risques financiers.
- Hypothèse 3 : le rapprochement bancaire impacte la qualité de l'information financière.

Pour réaliser cette recherche et répondre à nos questions, nous avons opté à la fois la méthode descriptives et étude de cas.

Afin de donner une réponse à la problématique citée, et dans le but de vérifier nos hypothèses, notre travail de recherche sera structuré en trois chapitres.

Le premier chapitre intitulé « L'information financière au sein de l'entité » a pour objectif de définir l'entité, et ses informations financières, ainsi que les modes de traitements de ces informations.

Le deuxième chapitre intitulé « L'opération du rapprochement bancaire » apportera une introduction complète du rapprochement bancaire, de son déroulement, de ses principes, pour ensuite, aborder le rapprochement bancaire au sien de l'entreprise ainsi que son appréciation.

Au final, le troisième et dernier chapitre est intitulé « Etude de cas d'une mission de rapprochement bancaire ». Nous présenterons en premier lieu notre organisme d'accueil, à savoir, le cabinet le cabinet DJOKHERAB ZAKARIA, Ensuite, nous parlerons de l'impact du rapprochement bancaire sur la qualité de l'information financière de l'entreprise, et ce, à travers l'étude de cas d'une entreprise cliente du cabinet DJOKHERAB ZAKARIA.

Nous avons choisi cet organisme d'accueil, étant donné que ce dernier donne l'opportunité aux stagiaires de participer activement aux différentes missions d'audit et de contrôle, et leur offre l'opportunité de découvrir et d'apprendre le métier d'auditeur débutant.

Chapitre 01 :
L'information financière au sein de l'entité

Section 01 : L'entité, définition, objectif et risque

1 L'entité

1.1 Définition de l'entité :

"Une entité est une combinaison raisonnable d'un nombre particulier de personnes et est de moyen afin d'atteindre les objectifs fixés par elle-même "¹

" Une unité est une combinaison de plusieurs éléments agencés pour produire des biens et des services et les échanger avec d'autres agents économiques. "²

"Une entreprise est un groupe de personnes et de capitaux pour réaliser des projets qui servent des clients dans un domaine d'activité particulier ou fabriquent des produits destinés à la vente. Les entreprises peuvent participer à différentes formes de société. Pour être durables, les entreprises doivent générer des bénéfices et des investissements, qui rémunèrent les employés, versent des dividendes aux actionnaires et paient les impôts des États et des administrations locales. C'est un facteur économique important impliqué dans la création et la redistribution des richesses."³

1.2 Catégorie de l'entité :

Critères économiques :

- Taille : la taille détermine le pouvoir économique, et éventuellement le pouvoir politique, la différence est principalement basée sur les revenus représentant le volume d'opérations, c'est-à-dire le nombre d'employés.
- Nature des opérations : les sociétés financières et non financières se répartissent en :
 - Entreprises industrielles ;
 - Entreprises commerciales ;
 - Entreprise de services.
- Situation géographique : locale, nationale, internationale, générale.
- Domaine : privé, public.

Critères légaux :

- Entreprise individuelle ;
- Société de personnes;
- Société de capitaux;
- Situation financière.

¹ Gestion financière de l'entreprise (8^{ème} édition de PIERRE CONSO)

² Gestion financière de l'entreprise (8^{ème} édition de PIERRE CONSO)

³ Support de court pédagogique de l'encadreur

Différentes formes juridiques d'organisation :

- Société Par Actions (SPA):
- Société A Responsabilité Limitée (SARL)
- Entreprise individuelle à responsabilité limitée (EURL) :
- Partenariat (SNC):
- Sociétés en commandite (SCS)
- Actions Sociétés en commandite (SCA)
- Les entreprises start-up

Autres formes de constitution en Algérie :

- Bureau de liaison (Accréditation)
- Succursale (inscrite au registre du commerce)
- Établissement stable

Fonctions principales de l'entité :

- Approvisionnement,
- Stockage/inventaire,
- Production (produit ou service),
- Stockage/inventaire,
- Commercialisation.

L

"La comptabilité intervient au niveau de chaque fonction pour représenter métriquement (coder) les comportements et les flux matières générées par ces fonctions sur la base de pièces justificatives".

2 Objectif de l'entité¹ :

2.1 Définition des objectifs :

Les objectifs sont des résultats spécifiques qui sont atteints dans un délai précis. Tous les objectifs contribuent à la réalisation des objectifs de l'entreprise.

L'entreprise a plusieurs objectifs : elle doit avant tout produire des biens et des services dans le but de répondre aux attentes et aux besoins des consommateurs.

Elle va ensuite commercialiser ces biens et ces services afin d'en dégager une valeur ajoutée et un profit pour garantir sa pérennité.

¹ <https://www.maxicours.com/se/cours/l-entreprise-atteindre-des-objectifs-economiques-en-produisant-des-biens-et-services>.

La raison d'être de l'entreprise peut sembler simple ici, mais en réalité elle s'avère diversifiée.

La production de biens et services :

Une entreprise est une organisation qui possède les ressources humaines, physiques et financières nécessaires pour produire des biens et des services qui sont vendus sur le marché à des fins lucratives.

L'entreprise vise principalement à répondre aux besoins en solvants.

Pour ce faire, il peut générer :

- Marchandises : c'est-à-dire des produits tangibles et tangibles qui peuvent être stockés.
- Service : c'est-à-dire des œuvres sans importance qui ne peuvent pas être sauvegardées.

Vendre le produit de ce produit ou service permet de répondre aux besoins des consommateurs.

Valeur ajoutée, profit et pérennité :

L'objectif économique de l'entreprise est de générer du profit et de la valeur ajoutée pour assurer sa pérennité.

La valeur ajoutée :

Pour produire des biens et des services, les entreprises achètent d'abord des matières premières ou des produits semi-finis et les transforment. Toutes les matières premières ou produits semi-finis, ainsi que toutes les acquisitions nécessaires à la transformation des marchandises, sont considérées comme des services préliminaires.

Dès que le produit sera prêt, il sera vendu sur le marché. Toutes les ventes réalisées représentent la valeur de la production ou des ventes.

La différence entre la valeur de la production (ventes=chiffres d'affaires) et la consommation intermédiaire représente la valeur ajoutée, c'est-à-dire la richesse générée par l'entreprise.

Valeur ajoutée = chiffre d'affaires – consommations intermédiaires

Le profit :

Le profit est calculé en calculant la différence entre la valeur de la production (ventes=chiffres d'affaires) et le coût total (dépenses) pour la production et les ventes.

Profit ou bénéfice = chiffres d'affaires – couts (dépenses)

La pérennité :

L'objectif de l'entreprise est de survivre le plus longtemps possible. Par conséquent, pour assurer sa continuité, l'entreprise doit garantir de bons résultats (des bénéfices constants).

Ce besoin nécessite la prise en compte du critère essentiel :

- Les entreprises doivent s'adapter et s'intégrer à l'environnement pour suivre les changements constants et rester compétitives ;

- Les entreprises doivent toujours s'assurer que leur production répond aux besoins d'être satisfaits afin d'attirer de nouveaux consommateurs ou de fidéliser ceux qui existent déjà ;

- L'entreprise a besoin de gérer les conflits internes afin de maintenir une bonne cohésion dans sa structure. C'est l'un des défis majeurs de la gestion.

2.2 Type des objectifs¹ :

Les objectifs économiques :

- Assurer la pérennité d'entreprise
- Se développer
- Exister
- Se diversifier
- Survivre

Les objectifs humains :

- Ambition
- Epanouissement du personnel

Les objectifs sociaux :

- Subvention
- Respect de la partie hommes / femmes

2.3 Choix des objectifs² :

Les objectifs d'une entreprise représentent les objectifs à atteindre. Les entreprises fixent généralement un délai de deux ans ou plus pour cela. Qu'ils soient qualitatifs ou quantitatifs, ces objectifs sont quantifiés par un suivi régulier des écarts entre les prévisions de l'entreprise et les résultats réels. Ils sont fixés en fonction :

¹ <https://www.etudier.com/dissertations/Finalit%C3%A9s-Et-Objectifs-d'Entreprise/494182.html>

² <https://fiches-pratiques.chefdentreprise.com/Thematique/commercial-1103/FichePratique/Tous-details-objectifs-strategiques-entreprise-354253.htm>

- De l'organisation ;
- Des ressources organisationnelles ;
- De l'environnement.

Dans le processus de planification stratégique, l'établissement d'objectifs est une étape aussi importante que l'identification des facteurs clés de succès et de leur portée stratégique.

En fait, tenez compte de ces objectifs¹:

- L'évaluation des priorités, telles que le résultat financier ;
- Gérer les besoins de base des employés pour normaliser leurs efforts ;
- Conception de base de données à long terme nécessaire pour mettre en œuvre les plans marketing ainsi que les ressources opérationnelles, informatiques et humaines ;
- Facilite la comparaison des résultats prédictifs et réels.

2.4 Comment se fixer des objectifs 2 :

Une entreprise peut procéder de plusieurs façons pour définir au mieux ses objectifs stratégiques :

L'analyse FFPM (SWOT) :

L'analyse SWOT (Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats) et FFPM (forces, faiblesses, possibilités, menaces), bien connue sous son nom anglais, permet aux managers de prendre les meilleures décisions en matière de planification stratégique. Les informations obtenues sont traitées en interne, constamment modifiées et fournies par des études de marché externes.

La méthode SMART :

L'approche SMART permet de gagner du temps et de l'argent en anticipant les menaces. Le modèle utilise toutes les ressources et optimise le processus de ciblage, les objectifs stratégiques de SMART sont :

- Spécifique ;
- Mesurable ;
- Atteignable ;
- Réaliste ;
- Temporellement défini.

La méthode PESTEL :

¹ <https://fiches-pratiques.chefdentreprise.com/Thematique/commercial-1103/FichePratique/Tous-details-objectifs-strategiques-entreprise-354253.htm>

² <https://fiches-pratiques.chefdentreprise.com/Thematique/commercial-1103/FichePratique/Tous-details-objectifs-strategiques-entreprise-354253.htm>

La méthode PESTEL est un outil d'analyse de l'environnement des entreprises. Il est basé sur l'analyse :

- De la politique ;
- De l'économie ;
- Du social ;
- De la technologie ;
- De l'écologie ;
- De la législation.

En définitive, l'objectif obtenu à partir de l'analyse PESTEL est l'un des plus appropriés non seulement pour mener à bien le projet, mais aussi pour le concrétiser.

3 Les risques au niveau de l'entité¹ :

3.1 Définition des risques :

Le risque est défini comme la probabilité d'un événement et ses conséquences. La gestion des risques est l'utilisation de processus, de méthodes et d'outils pour gérer ces risques.

La gestion des risques met l'accent sur ce qui ne va pas, évalue les risques à traiter et met en œuvre des stratégies de gestion de ces risques. Les organisations qui comprennent le risque sont mieux préparées et disposent de moyens plus rentables pour gérer le risque.

Cette partie montre comment identifier les risques auxquels votre entreprise peut être confrontée. Il décrit également comment mettre en œuvre des politiques et des programmes efficaces de gestion des risques qui peuvent augmenter les chances de succès de votre organisation et réduire ses chances d'échec.

3.2 Processus de gestion des risques² :

La gestion des risques doit être au cœur de la gestion stratégique d'une organisation, car les entreprises sont exposées à une variété de risques. La gestion des risques permet d'identifier et de traiter les risques commerciaux, augmentant ainsi vos chances d'atteindre avec succès vos objectifs commerciaux.

Chaque entreprise fait face à des risques qui pourraient représenter des menaces pour sa réussite. Il y a quelques principes généraux à suivre pour gérer les risques, y compris :

- Identifier systématiquement les risques dans les activités commerciales

¹ <https://www.infoentrepreneurs.org/fr/guides/bl--gestion-des-risques/#:::text=Parmi%20d'autres%20risques%2C%20on,et%20des%20comp%C3%A9tences%20C3%A0%20jour>

² <https://www.infoentrepreneurs.org/fr/guides/bl--gestion-des-risques/#:::text=Parmi%20d'autres%20risques%2C%20on,et%20des%20comp%C3%A9tences%20C3%A0%20jour>

- Estimer la probabilité qu'un événement se produise
- Comprendre comment réagir à ces événements
- Mettre en place un système pour gérer les résultats
- Surveiller les approches de gestion des risques et l'efficacité de la gestion

3.3 La conséquence de gestion des risques¹ :

Par conséquent, le processus de gestion des risques est le suivant :

- Améliorer la prise de décision, la planification et la priorisation
- Aide à utiliser le capital et les ressources plus efficacement
- Cela vous permet de prévoir ce qui ne va pas, de minimiser le nombre d'incendies à éteindre et d'éviter les catastrophes et les pertes financières graves dans les pires scénarios.

3.4 Types de risques auxquels votre entreprise est confrontée² :

Les risques peuvent provenir de situations internes ou externes. Les risques internes se produisent au sein de l'organisation pendant les opérations normales, tandis que les risques externes se rapportent à des événements qui se produisent en dehors de la structure opérationnelle.

Les risques internes sont généralement sous le contrôle de l'entreprise et sont faciles à gérer. Voici quelques exemples :

- Risques Financiers³ : par exemple non-paiement du client ou augmentation des intérêts sur les prêts aux entreprises
- Fonctionnement : tel qu'une panne ou un vol d'équipement majeur
- Risques liés à la gestion des ressources humaines : par exemple gérer les risques des employés, comme le maintien d'un nombre suffisant d'employés et de remplaçants, la sécurité des employés et la mise à jour des compétences⁴

Les risques externes peuvent nécessiter une approche réactive, car ils échappent à son contrôle. Les facteurs externes qui peuvent affecter le processus métier incluent :

- Règlementation fédérale et locale : par exemple, l'introduction de la nouvelle loi sur la sécurité et la santé au travail
- Nouveaux concurrents : par exemple, des concurrents entrant sur le marché
- Catastrophes naturelles/pandémie

¹ <https://www.infoentrepreneurs.org/>

² <https://zipreporting.com/fr/business-analysis/business-risk-analysis.html>

³ <https://www.infoentrepreneurs.org/fr/guides/bl--gestion-des-risques/#:::text=Parmi%20d'autres%20risques%2C%20on,et%20des%20comp%C3%A9tences%20%C3%A0%20jour>

⁴ <https://www.infoentrepreneurs.org/fr/guides/bl--gestion-des-risques/#:::text=Parmi%20d'autres%20risques%2C%20on,et%20des%20comp%C3%A9tences%20%C3%A0%20jour>

3.5 Les risques financiers¹ :

Le risque financier est lié à la structure financière d'une entreprise, aux transactions qu'elle effectue et au système financier déjà en place.

Pour identifier les risques financiers, vous devez examiner vos transactions financières quotidiennes, en particulier la trésorerie. Si votre entreprise est trop dépendante d'un seul client et qu'il ne peut pas vous payer, cela peut avoir de graves conséquences sur la rentabilité de votre entreprise. Vous pensez peut-être :

- Comment prêter à de nouveaux clients
- Qui te doit de l'argent
- Les mesures que vous pouvez prendre pour le recouvrer
- L'assurance pouvant couvrir des créances importantes ou douteuses

Les risques financiers sont notamment les suivants ²:

a) Risque d'insolvabilité (ou de faillite) : le risque que l'entreprise ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières, telles que les intérêts et le paiement de la dette, jusqu'à ce que sa valeur nette tombe généralement en dessous du niveau des ajustements

b) Risque de crédit : Le risque de défaillance ou de faillite d'un emprunteur ou d'un client ayant une obligation financière envers l'entreprise ;

c) Risque de liquidité : Le risque que l'entreprise ne soit pas en mesure de remplir ses engagements à court terme, à savoir ne pas avoir suffisamment de liquidités pour répondre aux besoins en fonds de roulement ou payer les cotisations ;

d) Risque de marché : le risque que les fluctuations des prix des actifs (taux de change, prix des matières premières, etc.) réduisent les bénéfices de l'entreprise ;

e) Risques macroéconomiques : Le ralentissement économique général, l'inflation et la déflation, ainsi que les variations des taux d'intérêt peuvent affecter la situation financière de l'entreprise.

La mesure du risque joue un rôle central dans les décisions d'allocation Capitale ; Les investisseurs allouent des capitaux aux opportunités d'investissement qu'ils Attendez-vous au meilleur rendement pour un niveau de risque donné. Accéder aux informations Par conséquent, il est essentiel pour eux d'évaluer les risques, de revenir et de prendre des décisions investir. Sur des marchés financiers efficaces et efficaces, Le prix est un signal

¹ <https://www.infoentrepreneurs.org/fr/guides/bl---gestion-des-risques/#:~:text=Parmi%20d'autres%20risques%2C%20on,et%20des%20comp%C3%A9tences%20%C3%A0%20jour>

² https://unctad.org/system/files/official-document/ciisard82_fr.pdf

fiable utile pour allouer les ressources économiques. Une meilleure information réduit l'incertitude et permet une meilleure allocation du capital, d'une manière promouvant la croissance économique

Les Normes internationales d'information financière fournissent un certain nombre des exigences relatives aux risques spécifiques qui doivent être divulgués dans le cadre d'informations relatives aux instruments financiers. IFRS¹ 7 oblige les entreprises à présenter des informations qualitatives et quantitatives complètes et détaillées sur Des risques particuliers de crédit, de liquidité et de marché peuvent résultant de l'utilisation de ces instruments financiers². De même, IAS 37 (Provisions, Passifs et Provisions) régit la présentation des incertitudes relatives aux provisions et passifs éventuels³. Ces informations doivent figurer dans une note au bas de la page des états financiers.

¹ L'IFRS signifie International Financial Reporting Standards, et se traduit en français par NIIF

² Conseil des normes comptables internationales (2004), Norme internationale d'information financière (IFRS) 7, Instruments financiers : Informations à fournir.

³ Des exigences similaires existent aux États-Unis au titre des principes comptables généralement acceptés ; voir Financial Accounting Standards Board, 2010, Accounting standards codification, n o 450 : Contingences, consultable à l'adresse <https://www.iasplus.com/en-us/standards/fasb/liabilities/asc450>.

Section 02 : L'information financière au sein de l'entité

1 Définition de l'information financière :

Les informations financières comprennent des bilans, des comptes de résultat, des annexes et des tableaux montrant les flux financiers. Parce que ce sont des informations importantes pour les investisseurs et les créanciers¹

La communication financière est une arme stratégique pour la vision, l'image de l'entreprise et l'intérêt des investisseurs, mais aussi une source de liens complexes et un monde où une erreur peut avoir des conséquences terribles.²

Le système d'information comptable et financière est l'un des systèmes les plus importants du système global de l'entreprise. Elle rassemble plusieurs comptes, dont la comptabilité générale, collecte les données et informations quantitatives, les saisit, les traite et les diffuse aux différents utilisateurs sous forme d'états financiers pour satisfaire leurs besoins d'informations comptables et financières. En analysant les informations recueillies ou ces documents de synthèse, les dirigeants de l'entreprise peuvent prendre un certain nombre de décisions, notamment des décisions d'investissement et de financement, afin d'assurer la pérennité de l'entreprise.³

Objectifs des états financiers et caractéristiques des informations des états financiers utiles conformément aux normes internationales d'information financière établies dans le cadre conceptuel de l'International Accounting Standards Board, où plus tard déclarer que l'objectif des états financiers à usage général est de fournir " des informations utiles pour les investisseurs, prêteurs et autres créanciers existants et potentiel pour leur prise de décision »⁴

2 La qualité de l'information financière :

Pour être utiles, les informations doivent avoir les caractéristiques de base de la pertinence (capacité à affecter décision) et la fiabilité (qui, en fait, donne une image fidèle de la réalité économique). Un aspect fondamental des obligations de divulgation est le concept de d'importance relative. L'information est considérée comme importante si "Son omission ou inexactitude peut affecter les décisions" des investisseurs.

¹ <https://www.boursedescredits.com/lexique-definition-information-financiere-2423.php>

² <https://www.cegid.com/fr/blog/communication-financiere-meilleur-allie/>

³ <https://www.umtmo.dz/dspace/handle/umtmo/11360?show=full#:~:text=Le%20r%C3%B4le%20du%20syst%C3%A8me%20d'information%20comptable%20et%20financier%20est,la%20gestion%20de%20l'entreprise.> (Le rôle du système d'information comptable et financier dans l'orientation des décisions de l'entreprise : Cas LSH Production PVC)

⁴ https://unctad.org/system/files/official-document/ciisard82_fr.pdf

En 2007, l'Algérie a choisi d'adopter un nouveau système comptable (SCF) basée sur les normes comptables internationales IAS/IFRS. Loi 07-11 du 25 novembre 2007 relative au Système Comptabilité financière et décret n° 08-156 du 26 mai 2008 mise en œuvre, formant la règle de droit fondamentale comptable. IAS/IFRS présenté comme un standard élevé qualité, cela a déclenché un courant de recherche sur le lien entre normes comptables internationales et qualité comptable (Casta et al Stolowy 2012, p.7). Inspirés par cette idée de recherche, nous mesurera la qualité des informations financières générées sur la base de du système de comptabilité financière.

Les qualités attendues de l'information comptable sont¹ :

- La compréhensibilité
- La pertinence
- La fiabilité
- La comparabilité

La compréhensibilité :

« L'information contenue dans les états financiers doit être compréhensible pour l'utilisateur qui a une bonne connaissance des activités de l'entreprise et de la comptabilité. »

La pertinence :

« L'information est pertinente si elle est disponible en temps opportun et a le potentiel d'influencer les décisions des utilisateurs en les aidant à évaluer l'efficacité des activités ou en leur permettant de confirmer ou de corriger des avis antérieurs. »

La fiabilité :

« Les informations sont fiables et vérifiables lorsque des observateurs faisant autorité et indépendants conviennent qu'elles sont raisonnablement exemptes d'erreurs et de parti pris. Cette qualité est particulièrement importante dans le cas d'audit externes. »

Comparabilité :

« Les informations financières sont comparables lorsqu'elles sont présentées et évaluées de la même manière dans les états financiers d'entreprises distinctes pour le même exercice ; dans les états financiers d'une même société pour des exercices différents. »

¹ <https://www.hrimag.com/Les-qualites-attendues-de-l-information-comptable>

Koubaa et Jarboui (2015) ont identifié la qualité des informations financières selon l'indépendance, la compétence, l'intégrité et la confidentialité de l'auditeur. En gros, pour ces auteurs, la fiabilité de des informations financières est assurée lors de la comptabilité de PME est auditée par un cabinet comptable indépendant extérieur national ou international.

Bampoky (2013) montre que la qualité de l'information financière, la comptabilité implique au préalable le strict respect des normes et la maîtrise technique de son fonctionnement (traitement des comptes) et dans la connaissance des documents officiels dont il spécifiquement. Cet auteur recommande, pour assurer la fiabilité des informations financières, que les PME tiennent leurs comptes conformément aux normes internationales IAS/IFRS et se conforment aux normes des lois unifiées aux lois Comptabilité et Finances Informations. Cette inférence est corroborée par les résultats de l'étude de Houda et Labelle (2016) stipulent que l'adoption des IFRS est un facteur clé de la qualité de l'information financière publiée par les entreprises¹.

Premièrement, les contraintes concernent la fiabilité des informations financières. Chapellier (1997) rappelle que pour répondre aux obligations légales ou aux besoins réglementaires, il est indispensable que la fiabilité des informations fournies par les PME soit assurée. Waterfield et Ramsing (2008) enrichissent que les informations financières doivent être exemptes d'erreur et impartiales afin d'être indéniables. En l'absence d'informations financières fiables, Rock et Cournoyer (2002) ont révélé que la société ferait l'objet de sanctions économiques, financières et/ou pénales et donc cette il a conduit à la destruction de ses performances².

Deuxièmement, la limite concerne la traçabilité des informations financières (El Bakirdi et Radi, 2017). Les informations financières et comptables d'une entreprise doivent généralement être enregistrées 4344 à l'avance (El Orf, 2012). Faites-vous ensuite certifier par l'auditeur en réalisant des tests et contrôles et en ayant accès à l'historique des différentes transactions. Et enfin, communiquer (Richard et Collette, 2008).

Troisièmement, lie liens avec disponibilité d'informations financières (Chapellier, 1997). Ces informations doivent être facilement disponibles et communiquées rapidement en temps réel afin de prendre des décisions internes susceptibles d'améliorer les performances. Il clairement que la divulgation des informations financières dans la norme et la fraude peut

¹https://www.researchgate.net/publication/345633231_Fiabilite_de_l'Information_Financiere_et_Performance_des_PME_de_Bukavu_allyahobe_osea_guillain_1

²https://www.researchgate.net/publication/345633231_Fiabilite_de_l'Information_Financiere_et_Performance_des_PME_de_Bukavu_allyahobe_osea_guillain_1

conduire à dans un scandale financier. Dans ce sens, Koubaa et Jarboui (2015) ont révélé que des informations financières et comptables fragiles peuvent amener les PME à perdre leur capacité à prendre des décisions non pertinentes pouvant détruire la performance et s'engager sur la voie de l'échec.

3 L'importance et l'impact de l'information financière sur la prise de décision :

3.1 L'importance de l'information financière sur la prise de décision :

Ainsi, le rôle des systèmes d'information financiers et comptables est de collecter les informations nécessaires à la prise de décision, qui comprend alors un système d'information nécessaire au fonctionnement et à la gestion de l'entreprise.

L'élaboration des états financiers par les entreprises de droit algérien doit être conforme aux règles comptables édictées par la loi 07- 11 du 25 novembre 2007, cette règle porte des normes, des principes, des méthodes, des techniques et des conventions comptables. L'un des buts de cette règle est d'assurer la fidélité des états financiers.

L'information financière¹ dans l'entreprise est la clé fondamentale parmi les clés de la réussite des activités exercées par l'entreprise, et cela à travers ce qui contribue au soutien des processus administratifs à tous les niveaux , le système d'information comptable se considère comme une partie importante de ce système, il aide l'administration à faire le plus important de ses fonctions qui sont la planification, le contrôle et la prise de décision , au cours de perception des données aussi que se marcher et transformation en information utile pour les utilisateurs de l'information leur fonctionnement comptable le rendement de l'information comptable augmente lorsque certaines caractéristique deviennent disponibles telles que: la pertinence, la clarté, la neutralité, l'aide à prévoir, la comparabilité. L'opération décisionnel se considère une des fonctions principales de l'Enterprise manager, et la décision financière est l'une de plus important et les plus dangereuses décisions car elle principalement l'investissement et financement sont interdépendant entre eux et la réalisation de l'objectif principale pour la fonction financière présentée dans la maximisation de la valeur marchande de l'entreprise. En raison de l'importance des décisions financières, elles ont besoin d'une variété d'informations, qui se considèrent comme le plus important de l'information comptable permet la rationalisation du processus de sélection parmi les alternatives d'investissement disponibles et les méthodes de financement.

¹ <http://thesis.univ-biskra.dz/2025/#:~:text=En%20raison%20de%20l'importance,et%20les%20m%C3%A9thodes%20de%20financement.>

Les informations sur la trésorerie¹ des entreprises étudiées sont essentielles à la prise de décision stratégique. Toutefois, l'encaissement des créances et décaissement des dettes font l'objet d'un solde créditeur ou débiteur. Ces informations représentent la liquidité dans l'entreprise et capacité de paiement. De ce fait, l'influence indirecte est forte entre la direction générale et la trésorerie de l'entreprise.

L'information financière a pour objet d'apporter un ensemble de descriptions. Des faits quantitatifs et explicatifs favorisant un diagnostic plus clair de la situation et permettant de prendre des décisions avec moins de risques².

L'entreprise ne pourra survivre que si elle dispose d'un ensemble d'informations suffisantes (information disponible, pertinente, fiable, précise et récente) pour agir et décider avec efficacité, c'est-à-dire, prendre les bonnes décisions au moment opportun³.

La dualité entre l'information⁴ et le processus décisionnel contribue à la performance organisationnelle. Une telle relation apparaît plus importante, les dirigeants des entreprises peuvent de moins en moins se fier uniquement à leur intuition, ils doivent donc lui coupler de plus en plus une analyse d'avantage formelle, avec différents outils de gestion de l'information. Il a d'ailleurs, été démontré que l'utilisation de l'information comptable à des fins de décision opérationnelle permettrait de réduire la probabilité de faillite des entreprises (Keasy et Waston, 1991 ; Graham, 1994)⁵

3.2 L'impact de l'information financière sur la prise de décision :

Les informations financières doivent être appréciées, pour éviter l'insuffisance du contrôle interne de l'information. En effet, en l'absence de vérification, les informations produites ne sont pas fiables, ce qui peut entraîner des décisions inefficaces⁶.

De plus, les ajournements de l'enregistrement et du traitement de l'information retarderont la diffusion de l'information et la prise de décision au moment opportun.

Certaines données comptables différentes d'un support à l'autre, d'où l'importance et les limites de l'information comptable pour la prise de décisions.

¹ L'information comptable et financière face à la prise de décision dans les entreprises Algériennes : cas d'un échantillon d'entreprises de production de la wilaya de Bejaia.

² Impact de l'information comptable sur la prise de décision stratégique : Cas de l'unité de transformation d'aluminium du groupe d'entreprises des emballages métalliques (E.M.B) Gué de Constantine. Alger

³ Impact de l'information comptable sur la prise de décision stratégique : Cas de l'unité de transformation d'aluminium du groupe d'entreprises des emballages métalliques (E.M.B) Gué de Constantine. Alger

⁴ Impact de l'information comptable sur la prise de décision stratégique : Cas de l'unité de transformation d'aluminium du groupe d'entreprises des emballages métalliques (E.M.B) Gué de Constantine. Alger

⁵ BERATLANFFY L. V. « Théorie générale des systèmes », Edition : Dunod, Paris, 1994

⁶ Impact de l'information comptable sur la prise de décision stratégique : Cas de l'unité de transformation d'aluminium du groupe d'entreprises des emballages métalliques (E.M.B) Gué de Constantine. Alger

Pour éviter toute confusion et toute ambiguïté, la saisie des opérations comptables doit être clairement établie et doit comporter, au besoin, des commentaires ou des notes explicatives

Compte tenu des limites soulevées ci-dessus, la présente étude ouvre la voie à des recherches ultérieures telles que la gestion optimale de l'information, le coût et la capacité de communication de flux d'information pouvant améliorer éventuellement le processus de décision dans l'entreprise¹.

¹ Impact de l'information comptable sur la prise de décision stratégique : Cas de l'unité de transformation d'aluminium du groupe d'entreprises des emballages métalliques (E.M.B) Gué de Constantine. Alger

Section 03 : La comptabilité financière au niveau de l'entité

1 Définition de la comptabilité :

1.1 Définition de la comptabilité¹

La comptabilité est un système d'organisation de l'information financière permettant de saisir, classer, évaluer, enregistrer des données de base chiffrées, et présenter des états reflétant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entité à la date de clôture.

La comptabilité permet d'effectuer des comparaisons périodiques et d'apprécier l'évolution de l'entité dans une perspective de continuité d'activité.

La comptabilité de chaque entité :

- Respecte une terminologie et des principes directeurs communs à l'ensemble des entités,
- Met en œuvre des conventions, des méthodes et des procédures normalisées,
- S'appuie sur une organisation répondant aux exigences de tenue, de contrôle, de collecte et de communication des informations à traiter.

Les normes comptables définies par le présent document résultent d'un cadre cohérent et acceptable de principes fondamentaux. Ce cadre conceptuel : - introduit les concepts qui sont à la base de la préparation et de la présentation des états financiers : conventions et principes comptables à respecter et caractéristiques qualitatives de l'information financière, - constitue une référence pour l'établissement de nouvelles normes, - facilite l'interprétation des normes comptables et l'appréhension d'opérations ou d'événements non explicitement prévus par la réglementation comptable.

Les méthodes comptables sont les principes, bases, conventions, règles et pratiques spécifiques appliquées par une entité pour établir et présenter ses états financiers. Elles sont appliquées de façon permanente d'un exercice à un autre.

¹ REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTRE DES FINANCES (projet de system comptable financier)

1.2 Les principes comptables¹ :

Périodicité :

Un exercice comptable a normalement une durée de douze mois couvrant l'année civile, une entité peut être autorisée à avoir un exercice se clôturant à une autre date que le 31 décembre dans la mesure où son activité est liée à un cycle d'exploitation incompatible avec l'année civile. Dans les cas exceptionnels où l'exercice est inférieur ou supérieur à 12 mois et notamment en cas de création ou de cessation de l'entité en cours d'année ou en cas de modification de la date de clôture, la durée retenue doit être précisée et justifiée.⁷

Indépendance des exercices :

Le résultat de chaque exercice est indépendant de celui qui le précède et de celui qui le suit ; pour sa détermination, il convient donc de lui imputer les événements et opérations qui lui sont propres, et ceux-là seulement. Dans l'hypothèse où un événement, ayant un lien de causalité direct et prépondérant avec une situation existant à la date d'arrêté des comptes d'un exercice, est connu entre cette date et celle de l'établissement des comptes dudit exercice, il convient de rattacher cet événement à l'exercice clos. Ce rattachement s'effectue sur la base des informations connues à la date d'établissement des comptes. Si un événement se produit après la date de clôture de l'exercice et n'affecte pas la situation de l'actif ou du passif de la période précédant la clôture, aucun ajustement n'est à effectuer. Cependant cet événement fait l'objet d'une information dans l'annexe s'il est d'une importance telle qu'il pourrait affecter les décisions des utilisateurs des états financiers.

Convention de l'entité :

L'entreprise est considérée comme étant une entité comptable autonome et distincte de ses propriétaires. La comptabilité financière est fondée sur la séparation entre les actifs, passifs, charges et produits de l'entité et ceux des participants à ses capitaux propres ou actionnaires. Les états financiers de l'entité ne doivent prendre en compte que les transactions de l'entreprise, et non celles des propriétaires.

Convention de l'unité monétaire :

La nécessité d'une unité de mesure unique pour enregistrer les transactions d'une entreprise a été à l'origine du choix de la monnaie (dinar algérien) comme unité de mesure de l'information véhiculée par les états financiers. Seules les transactions et événements susceptibles d'être quantifiés monétairement sont comptabilisés. Cependant les informations

¹ REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTRE DES FINANCES (projet de system comptable financier)

non quantifiables mais pouvant avoir une incidence financière sont également mentionnées dans l'annexe.

Principe d'importance relative :

Les états financiers mettent en évidence toute information significative, c'est à dire toute information pouvant avoir une influence sur le jugement que les utilisateurs de l'information peuvent porter sur l'entité. Les montants non significatifs peuvent être regroupés avec des montants correspondant à des éléments de nature ou de fonction similaires. L'image fidèle des états financiers s'apprécie par rapport à la traduction de la connaissance que les dirigeants ont de la réalité et de l'importance relative des événements enregistrés. Les normes comptables ne sont pas censées s'appliquer aux éléments sans importance significative.

Principe de prudence :

La prudence est l'appréciation raisonnable des faits dans des conditions d'incertitude afin d'éviter le risque de transfert, sur l'avenir, d'incertitudes présentes susceptibles de grever le patrimoine ou le résultat de l'entité. Les actifs et les produits ne doivent pas être surévalués, et les passifs et les charges ne doivent pas être sous-évalués. Toutefois, l'application de ce principe de prudence ne doit pas conduire à la création de réserves occultes ou de provisions excessives.

Principe de permanence des méthodes :

La cohérence et la comparabilité des informations comptables au cours des périodes successives impliquent une permanence dans l'application des règles et procédures relatives à l'évaluation des éléments et à la présentation des informations. Toute exception à ce principe n'est justifiée que par la recherche d'une meilleure information ou par un changement de la réglementation.

Méthode d'évaluation : convention du coût historique :

Sous réserve des dispositions particulières concernant certains actifs et passifs, les éléments d'actifs, de passifs, de produits et de charges sont enregistrés en comptabilité et présentés dans les états financiers au coût historique, c'est à dire sur la base de leur valeur à la date de leur constatation sans tenir compte des effets de variations de prix ou d'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie. Cependant des actifs et passifs particuliers tels que les actifs biologiques ou certains instruments financiers sont valorisés à leur juste valeur.

Intangibilité du bilan d'ouverture :

Le bilan d'ouverture d'un exercice correspond au bilan de clôture de l'exercice précédent.

Prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique :

Les opérations sont enregistrées en comptabilité et présentées dans les états financiers conformément à leur nature et à leur réalité financière et économique, sans s'en tenir uniquement à leur apparence juridique.

Non – compensation :

Les compensations entre éléments d'actifs et éléments de passif au bilan ou entre éléments de charges et éléments de produits dans le compte de résultat, ne sont pas autorisées sauf si cette compensation est imposée ou autorisée par le présent règlement. Des charges et produits liés résultant de transactions et d'événements similaires et ne présentant pas de caractère significatif peuvent être compensés.

Image fidèle :

Les états financiers doivent donner une image fidèle de la situation financière de l'entité. L'image fidèle est l'objectif auquel satisfont, par leur nature et leurs qualités, et dans le respect des règles comptables, les états financiers de l'entité qui sont en mesure de donner des informations pertinentes sur la situation financière, la performance et la variation de la situation financière de l'entité. L'image fidèle implique notamment le respect des règles et des principes comptables. Toutefois, dans le cas exceptionnel où l'application d'une règle comptable se révèle impropre à donner une image fidèle de l'entité, il doit y être dérogé. Il est alors nécessaire de mentionner dans l'annexe aux états financiers les motifs de cette dérogation. Les traitements comptables inappropriés ne sont corrigés ni par l'indication des méthodes comptables utilisées, ni par des informations en annexe ou d'autres textes explicatifs.

2 Le rôle de la comptabilité financière :

La fonction Comptabilité financière¹ se donne pour mission de modéliser les flux de composants et produits d'une part, et les flux financiers d'autre part afin :

- De donner des informations sur la situation financière de l'entreprise vis à vis des partenaires extérieurs

¹ <https://www.economie.gouv.fr/facileco/fonction-comptabilite-et-finance#>

- D'aider à la décision en mettant en avant les données économiques nécessaires
- D'utiliser au mieux les ressources financières disponibles dans l'entreprise
- D'obtenir les capitaux (au meilleur coût) nécessaires pour le développement de l'entreprise

L'importance de la fonction Comptabilité financière¹ se comprend aisément :

- Sur le plan financier : une bonne gestion des flux financiers sera à l'origine de meilleurs résultats. Par ailleurs, un meilleur calcul des coûts permettra de prendre des décisions qui seront rentables économiquement.
- Sur le plan commercial : la comptabilité de gestion donnera toutes les informations sur la rentabilité des projets commerciaux.
- Sur le plan stratégique : une bonne politique financière permettra d'obtenir plus facilement les capitaux nécessaires à son développement stratégique.

La fonction Comptabilité et Finance modélise les flux financiers et les flux de matières premières et produits à plusieurs fins :

Donner des informations sur la situation financière de l'entreprise :

Les partenaires des entreprises peuvent avoir besoin d'informations sur la situation financière de l'entreprise. Il peut s'agir d'une banque qui souhaite évaluer la capacité de remboursement de l'entreprise, ou encore d'un fournisseur qui souhaite s'assurer que sa livraison sera bien payée.

Les entreprises ont donc une obligation légale de présenter un certain nombre d'informations sur leurs comptes.

Pour cela, elles fournissent plusieurs documents dont les plus importants sont :

- Le bilan qui est une sorte de photographie du patrimoine de l'entreprise à un moment donné
- Le compte de résultat qui calcule l'enrichissement (ou l'appauvrissement) de l'entreprise du fait de son activité pendant une période donnée
- Le tableau des flux de trésorerie qui renseigne les partenaires extérieurs sur les encaissements et les décaissements (les entrées et sorties d'argent) de l'entreprise pendant une période.

¹ <https://www.economie.gouv.fr/facileco/fonction-comptabilite-et-finance#>

Afin d'interpréter au mieux les informations issues de ces documents, le directeur financier calcule des ratios entre différentes grandeurs du bilan ou du compte de résultat. Ces ratios doivent permettre aux partenaires de l'entreprise de mieux évaluer la santé financière de la société.

Faciliter la prise de décision en regroupant et synthétisant des données économiques :

La vie d'une entreprise est faite de très nombreuses décisions. Faut-il vendre sur tel marché ? Faut-il accepter cette commande ? Faut-il acheter telle machine ? Faut-il continuer à fabriquer et vendre tel produit ? Afin de répondre à toutes ces questions, les managers ont besoin d'informations sur le fonctionnement de leur entreprise. La comptabilité de gestion a donc pour vocation de présenter les informations de l'entreprise d'une façon qui aidera à prendre les décisions.

A cette fin, plusieurs outils sont utilisés :

En amont des décisions économiques, le budget permet de donner les grands axes (en termes de production, mais aussi en termes de besoins financiers) que devront suivre les différents services de l'entreprise.

La différenciation des coûts (coûts fixes / coûts variables ; coûts directs / coûts indirects) permet de définir :

- Les coûts de production des produits
- Les quantités à produire afin de rendre l'entreprise rentable
- Le contrôle de gestion aura pour tâche de vérifier que les objectifs du budget ont bien été atteints, et cela en utilisant les moyens adaptés. Si cela n'était pas le cas, le contrôleur de gestion fait des recommandations pour améliorer cette situation.

Trouver les capitaux nécessaires au développement de l'entreprise :

Le fonctionnement d'une entreprise nécessite souvent d'utiliser des machines. Or l'entreprise n'a pas toujours l'argent nécessaire pour acheter l'ensemble de ces machines. Elle doit donc faire appel à des partenaires extérieurs (la banque, les actionnaires,) pour lui fournir les capitaux nécessaires à son développement. Afin de prouver à ces prêteurs que donner de l'argent à cette entreprise est un bon investissement, elle devra publier régulièrement des informations sur sa santé financière.

La fonction Comptabilité et Finance va donc essayer d'obtenir ces capitaux.

Pour cela, elle peut utiliser plusieurs moyens dont les principaux sont :

- Utiliser l'argent dont elle dispose pour financer ses investissements : l'entreprise peut financer son développement en utilisant l'argent dont elle dispose dans ses réserves. On parle alors d'autofinancement. L'entreprise choisira l'option de l'autofinancement si cela est moins coûteux pour elle que d'emprunter à d'autres personnes.
- Emprunter auprès d'une banque : l'entreprise présente son projet de développement à la banque, ainsi que ses besoins de financement. Afin de lui prouver qu'elle pourra rembourser son emprunt, l'entreprise doit lui fournir une série de documents sur sa santé financière et sur les recettes qu'elle compte tirer de son projet.
- Récolter des fonds sur les marchés financiers
- En émettant des obligations : le principe est le même que pour un emprunt. L'entreprise emprunte auprès de particuliers ou d'institutions et rembourse le montant ainsi que les intérêts.
- En émettant des actions : pour obtenir des capitaux, l'entreprise va créer des actions. Ceux qui accepteront de prêter de l'argent deviendront en contrepartie des propriétaires de l'entreprise, et donneront leur avis sur le fonctionnement de l'entreprise.

3 Organisation comptable :

3.1 Définition de l'organisation financière :

L'organisation comptable est l'ensemble des obligations comptables mises en œuvre dans l'organisation afin de répondre aux exigences de sincérité et conformité comptable. L'entreprise doit faire en sorte que sa comptabilité assure sa fonction d'outil d'information financière, obligatoire et à valeur juridique¹.

L'organisation comptable a un rôle essentiel dans la fiabilité des états financiers. Une mauvaise organisation aura des répercussions sur l'activité de l'entreprise allant même jusqu'à entraîner des pénalités.

¹ <https://www.l-expert-comptable.com/a/6205-organisation-comptable-definition-type-d-organisation-et-enjeux.html#:~:text=L'organisation%20comptable%20est%20l,obligatoire%20et%20C3%A0%20valeur%20juridique.>

3.2 Des organisations internes de la gestion de la comptabilité :

L'organisation comptable en interne nécessite qu'un comptable interne ou un service de comptabilité soit créé au sein de la structure dans le but de réaliser les différents travaux comptables :

- Comptabilité générale
- Déclarations fiscales et sociales
- Etablissement des comptes annuels
- Révisions des comptes
- Comptabilité analytique (réalisée à partir du compte de résultat)
- Travaux d'inventaire (amortissements, dépréciations...)

La totalité de la comptabilité est réalisée en interne uniquement pour les grandes entreprises qui disposent d'un service comptable complet et de personnel suffisant pour gérer la totalité de ce processus.

Le service comptable de ce type d'organisation permet au chef d'entreprise d'être suffisamment accompagné et conseillé, permettant une bonne gestion d'entreprise. En effet, on peut retrouver des spécialistes en comptabilité : chef comptable, contrôleur de gestion, responsable comptable, directeur administratif et financier, commissaire aux comptes...

3.3 Des organisations avec externalisation partielle¹ :

La majorité des entreprises sont des TPE et PME. Celle-ci externalise donc une partie de leur comptabilité. Pour rappel, lors de l'externalisation d'une partie ou de la totalité de la comptabilité d'une entreprise, faire appel à un Expert-Comptable inscrit à l'Ordre des Experts Comptables est obligatoire.

La comptabilité courante (client, fournisseur, trésorerie...) est alors gérée en interne par le personnel de l'entreprise.

Les données comptables sont transmises au cabinet d'expertise comptable. L'intervention de l'expert-comptable apparaît lorsque la comptabilité devient plus pointue : déclaration fiscale, révisions des comptes, travaux de fin d'exercice, gestions des immobilisations, bilan comptable, liasse fiscale...

Pour être en bons termes avec l'administration fiscale et son expert-comptable au sein de son entreprise il est essentiel de tenir une comptabilité à jour en s'imposant une rigueur journalière dans la tenue de votre comptabilité générale lors de l'exercice comptable :

¹ <https://www.l-expert-comptable.com/a/6205-organisation-comptable-definition-type-d-organisation-et-enjeux.html#:~:text=L'organisation%20comptable%20est%20,obligatoire%20et%20C3%A0%20valeur%20juridique.>

- Enregistrement flux réel et flux monétaire à la date exacte
- Vérification des montants avant les opérations comptables
- Lier les enregistrements aux pièces comptables puis archivés chronologiquement
- Permanence des méthodes lors des écritures comptables

La finalité de cette organisation comptable permet d'éviter de courir après les justificatifs et les données importantes.

3.4 Les états financiers¹ :

Sont un ensemble complet de documents comptables et financiers permettant de donner une image fidèle de la situation financière, de la performance et de la trésorerie de l'entreprise à la fin de l'exercice. Ils comprennent :

- un bilan
- un compte de résultat
- un état de variation des capitaux propres
- un tableau des flux de trésorerie
- une annexe².

L'objectif des états financiers est de fournir des informations utiles sur la situation financière (bilan), la performance (compte de résultat) et les variations de la situation de trésorerie (tableau des flux de trésorerie) d'une entité afin de répondre aux besoins de l'ensemble des utilisateurs de ces informations. Les états financiers permettent de garantir la transparence de l'entité à travers une information complète et de fournir une présentation fidèle de l'information utile pour les besoins de la prise de décision.

Section 04 : Le traitement de l'information financière

1 L'activité contrôle interne :

Les définitions du contrôle interne sont nombreuses, nous allons présenter les différentes définitions formulées par des instituts spécialisés en audit et en contrôle interne ou par des experts.

¹ REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTERE DES FINANCES/ PROJET DE SYSTEME COMPTABLE FINANCIER

² REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTERE DES FINANCES/ PROJET DE SYSTEME COMPTABLE FINANCIER

Les auditeurs externes et les commissaires aux comptes ont été les premiers à développer et approfondir la notion du contrôle interne, et ce pour atteindre les objectifs spécifiques assignés à leur fonction : certifier la régularité, la sincérité et l'image fidèle des comptes et des résultats.

Le contrôle interne est un système qui permet à l'entreprise d'assurer la maîtrise de son Fonctionnement et de son développement, d'atteindre ses objectifs dans un cadre harmonieux et plus généralement de lui garantir la protection suffisante de son patrimoine.

Il sert comme un outil de réduction des risques auxquels une entité est exposée, il aide à la prise des décisions adéquates pour l'atteinte des objectifs¹.

Le contrôle interne est caractérisé par un système d'organisation du traitement de l'information comptable jusqu'à la validation de cette information. Le contrôle interne est applicable de l'ouverture du courrier, au rangement des pièces comptables, jusqu'à la validation d'un règlement.

1.1 Les objectifs du contrôle interne :

Le contrôle interne joue un rôle prépondérant au sein de l'entreprise dans la mesure où il permet d'une part, d'assurer la protection, la sauvegarde du patrimoine et la qualité de l'information, d'autre part, l'application des instructions de la direction et de favoriser l'amélioration des performances.

L'objectif principal du contrôle interne est la continuité de l'entreprise dans le cadre de la réalisation des buts fixés.

Pour atteindre cet objectif principal, la norme professionnelle d'audit interne 2120.A1 assigne au contrôle interne des objectifs permanents que l'on peut les regrouper en quatre rubriques :

- Fiabilité et intégrité des informations financières et opérationnelles ;
- Efficacité et efficacité des opérations ;
- Protection du patrimoine ;
- Respect des lois, règlements et contrats.

Dès 1978, l'institut des auditeurs internes (IIA) définissait 4 objectifs repris dans la norme 300. Le commentateur peut regrouper en 4 rubriques :

¹ L'AUDIT DU CYCLE DE LA TRESORERIE DANS LE CADRE D'UNE MISSION D'AUDI INTERNE
ETUDE DE CAS : NAFTAL

- La sécurité des actifs de l'entreprise : les actifs qui doivent être valablement protégés par le système de contrôle interne sont les éléments matériels, immatériels ainsi que les informations confidentielles de l'entreprise.
- La qualité des informations : le contrôle interne doit permettre à la chaîne des informations d'être fiables et véritables, exhaustives, pertinentes et disponibles.
- Le respect des directives : la conformité aux politiques, plans, procédures, lois et réglementations ainsi que des dispositions individuelles ou conjoncturelles.

1.2 L'importance du contrôle interne :

Le contrôle interne est très important dans une société aussi bien dans une structure très informatisée que peu informatisée.

Le contrôle interne est un facteur clé de qualité du système comptable et financier d'une entité mais doit être sans cesse renouvelé pour répondre aux nouveautés légales et à l'évolution interne de l'entité. Pour ce faire, des groupes de travail peuvent être mis en place pour amener des idées nouvelles et des améliorations aux procédures existantes, voire la création d'un service de contrôle interne et d'audit interne¹.

Pour une société très informatisée, si une partie des extractions sont mal déversées ou le sont de façon incomplète entre les différents systèmes d'information, les états comptables et financiers ne retraceront pas de façon exhaustive les opérations. Les décisions stratégiques qui seront prises seront basées sur des états erronés et donc pourront être mal orientées.

Le contrôle interne comptable est d'une extrême importance pour les entreprises et pour les managers, car il permet d'assurer correctement l'ensemble des objectifs à réaliser. Plus une entreprise est grande et plus le contrôle interne est un dispositif important. Le contrôle interne concerne les dirigeants et les employés de l'entreprise².

Ainsi, les dirigeants définissent, impulsent et surveillent le contrôle. Les salariés font fonctionner ce contrôle en fonction des objectifs définis. Dans les entreprises les plus grandes, le contrôle interne est réalisé sous forme d'audit qui n'est pas à confondre avec le contrôle externe réalisé par des professionnels extérieurs comme un expert-comptable par exemple.

¹ <https://www.l-expert-comptable.com/a/36800-le-controle-interne-comptable-un-outil-securitaire-et-de-recherche-de-qualite.html>

² <https://www.l-expert-comptable.com/a/36800-le-controle-interne-comptable-un-outil-securitaire-et-de-recherche-de-qualite.html>

1.3 La mise en œuvre du contrôle interne :

Le Contrôle interne est placé sous la supervision directe du Directeur Exécutif qui l'utilise essentiellement comme instrument de prévention de risque et d'aide à la décision. Ce qui n'empêche pas que des balises soient érigées pour garantir son autonomie et son intégrité. Quelle que soit la place qu'il occupe, le Contrôle Interne doit atteindre les objectifs classiques qui lui sont reconnus¹.

La première étape du contrôle interne consiste à élaborer des procédures qui répondent aux besoins de l'entité. Elles doivent être efficaces et économiques à la fois. Pour cela, il y a différentes étapes à suivre² :

- Identifier les principaux risques de l'institution ;
- Pour chaque risque, évaluer la perte potentielle pour l'institution ;
- Identifier les contrôles susceptibles de réduire ou d'éliminer le risque ;
- Evaluer les coûts directs et indirects des contrôles ;
- Mettre en œuvre les contrôles après analyse coût – bénéfice

Un système de contrôle interne adéquat permettra par ailleurs à l'entreprise de prévenir les risques suivants :

- Des sanctions légales, et non-respect des lois, règlements et normes gouvernementales;
- Des coûts excessifs ;
- D'interruption des opérations ou d'une activité importante pour l'entreprise ;
- Des pertes de revenus ;
- De destruction ou la perte d'actif ;
- D'insatisfaction des clients ;
- De fraude, la malversation ou les conflits d'intérêts ;
- Des mauvaises décisions de gestion

2 L'audit comptable et financier par cycle :

Le terme « audit » vient du latin « auditor » qui signifie littéralement « écouter », utilisé aujourd'hui dans les milieux professionnels, mais sa pratique remonte à l'époque romaine, cette notion fut introduite par les anglo-saxons au début du 20ème siècle pour la gestion, ainsi le premier cabinet d'audit fut fondé au 19ème siècle à Londres. Il s'attache

¹ Manuel de procédures de contrôle interne (ALIDÉ)

² ALIDÉ

notamment à détecter les anomalies, les fraudes et les risques au sein des organismes et les secteurs d'activités qu'il examine¹.

2.1 Définition de l'audit :

J.C. BECOUR et BOUQUINA.A : Ils définissent l'audit comme suit :

« L'audit est l'activité qui applique en toute indépendance des procédures cohérentes et des normes d'examen en vue d'évaluer l'adéquation, la pertinence, la sécurité et le fonctionnement de tout ou partie des actions menées dans une organisation par référence à des normes »².

L'Association Américaine de comptabilité (A.A.A) : Elle propose la définition suivante :

« L'audit est le processus qui consiste à réunir et à évaluer de manière objective et systématique les preuves relatives aux assertions visant les faits et les événements économiques de manière à garantir la correspondance entre les assertions et les critères admis à communiquer le résultat de ces investigations aux utilisateurs intéressés »³.

A travers ce qui précède On peut définir l'audit comme : l'examen technique rigoureux et constrictif auquel procède un professionnel compétant et indépendant en vue d'exprimer une opinion motivée sur la qualité et la fiabilité de l'information financière présentée par une entreprise au regard de règles de droit et des principes comptables en vigueur, une image fidèle de son patrimoine de sa situation financière et de ses résultats.

2.2 L'objectif de l'audit :

Les techniques de contrôle sont fortement influencées par la pratique de l'audit, en effet l'auditeur interne ou externe est amené à constater des situations à risques et à proposer des recommandations permettant de les diminuer. Le but de l'audit est donc :

- vérifier que les décisions prises par les responsables des entreprises soient conformes aux lois et règlement en vigueur ;

- Assurer que l'acquisition des biens et des services s'est effectuée dans les meilleures conditions possibles ;

¹ Audit des états financiers via les contrôles généraux.p06

²J.C BECOUR et BOUQUINA.A, 1996 : audit opérationnel : efficacité, efficience, ou sécurité, édition economica 2^{ème} Édition, paris, p12

³Jacque Renard, théorie et pratique de l'audit interne, 10^{ème} Edition, p 21.

- Garantir que les ressources humaines, financières et matériels soient allouées et utilisées de manière optimale ;
- Assurer que les principes d'efficacité, d'efficience et d'économie soient effectivement mis en œuvre dans l'organisation ;
- Affirmer de la qualité, de la régularité, de la sécurité des états financiers et comptables.

2.3 L'audit interne :

Lorsqu'il est assuré par une personne et/ou une équipe appartenant à l'entreprise afin d'examiner les différentes activités de l'organisation et d'évaluer les risques et les dispositifs mis en place pour les maîtriser¹.

L'audit interne permet de vérifier si l'entité respecte les règles et procédures mises en place. Il consiste en une vérification systématique des opérations. Lors de cet audit, il faut veiller à minimiser les interruptions du cours normal des opérations et du service aux clients. Les opérations d'audit ont pour but de :

- S'assurer que les dispositions légales, statutaires et réglementaires sont respectées ;
- Veiller à la protection de l'avoir des clients (épargne) ;
- S'assurer de la fiabilité des écritures comptables ;
- S'assurer du respect des procédures de crédit ;
- S'assurer du fonctionnement adéquat des organes.

L'Audit Interne a pour objet de² :

- Vérifier si les instructions de la direction générale et les dispositions légales et réglementaires sont appliqués correctement ;
- Contrôler le fonctionnement des procédures et des structures de l'entreprise ainsi que la fiabilité des informations fournies ;
- Elaborer des recommandations dont le but est d'améliorer la performance de l'entreprise ;

¹ Audit des états financiers via les contrôles généraux.p06

²² Audit des états financiers via les contrôles généraux.p09

- Assurer l'existence d'un bon fonctionnement de contrôle interne qui permet de maîtriser les risques ;

- Fournir au management et au conseil d'administration un avis objectif et indépendant sur la pertinence et l'efficacité du système de contrôle interne de l'entreprise.

2.4 L'audit comptable et financier :

C'est un examen des états financiers de l'entreprise, visant à vérifier leur sincérité, régularité, conformité et leur aptitude à refléter l'image fidèle de l'entreprise. Aussi il est nécessaire pour les dirigeants de s'assurer de la sincérité des informations. L'audit financier est réalisé dans le cadre de mission soit légale ou contractuelle¹

L'audit de la trésorerie peut aider à assurer que la réalité des flux de trésorerie et leur validité sont finalement atteintes. Ces procédures sont similaires à un outil de réponse aux divers risques de fraude identifiés².

2.5 L'audit l'égal :

Il s'agit d'un audit obligatoire effectué par une personne qualifiée et indépendante de l'entreprise ; en Algérie, l'article 682 du code de commerce, stipule que toutes les entreprises publiques et cotées en bourses sont obligées de remettre leurs comptes à un examen assuré par un professionnel externe à l'entreprise, afin d'exprimer une opinion objective sur le degré de maîtrise et de sincérité de leurs comptes.

3 Mode de traitement de l'information financière :

Pour traiter les données comptables, il faut dans un premier temps créer le plan de compte qui sera utilisé. Ensuite, il faudra analyser les transactions économiques à partir des pièces justificatives qui seront contrôlées et classées ensuite traduits en écriture comptables³.

Les pièces justificatives sont d'origine interne et externe :

Les pièces justificatives d'origine interne sont : les doubles des factures de vente et des bons de commandes émis, des talons de chèque, les effets de commerce émis, les livres et bulletins de paie, le double des déclarations fiscales.

¹ Jacques Renard, op.cit. p (52-53).

² L'AUDIT DU CYCLE DE LA TRÉSORERIE DANS LE CADRE D'UNE MISSION D'AUDIT INTERNE

³ Système d'information financier : Enjeux pour les PME algériennes (MEMOIRE DE FIN DE CYCLE).p68

Les pièces justificatives d'origine externe sont : les bons de commande et les factures reçus, les reçus de cartes bancaires, les reçus pour les paiements par caisse, les effets de commerce acceptés etc.

Chaque pièce doit être datée et classée alphabétiquement et chronologiquement et doivent être conservé pendant une période de dix ans.

Les informations comptables à enregistrer ont un certain nombre de particularité qui doivent absolument être prise en compte¹ :

- La date qui correspond au jour de l'évènement comptable
- La nature (le type d'opération : la vente, achat règlement, montant monétaire)
- Le tiers ou la contrepartie concernée (client, fournisseurs, banque, salariés etc.)
- Documents justificatif (factures, reçu, tickets etc.)
- L'activité de l'entreprise qui est à l'origine de l'opération.

La comptabilité financière enregistre essentiellement des transactions avec des tiers externes à l'entreprise, mais aussi des informations internes comme les virements entre comptes, prise en compte des amortissements et des provisions.

La comptabilité de gestion prend en compte essentiellement les informations internes à l'entreprise et s'appuie sur les informations qui sont produites par la comptabilité financière. Les informations comptables doivent enregistrer dans les comptes en respectant le principe de la partie-double. $TOTAL\ DEBIT = TOTAL\ CREDIT$

L'enregistrement de façon chronologique des opérations s'effectue dans le journal comptable, qui regroupe pour une même opération, l'ensemble des emplois et des ressources concernées. Cet enregistrement est appelé une écriture. Chaque écriture provoque la mise à jour des comptes concernés. Les écritures inscrites donc au journal sont après reportées dans le grand livre. Les comptes forment donc une base de données mise à jour à chaque écriture comptable. Ainsi, cette base de données est regroupée dans un document indispensable aux opérations de contrôle qui est la balance et à partir de la balance les documents de synthèse sont élaborés (bilan, compte de résultat etc.)

¹ Système d'information financier : Enjeux pour les PME algériennes (MEMOIRE DE FIN DE CYCLE).p67

4 Conclusion du chapitre 01 :

L'information produite par une entité est soumise à ses deux facteurs tachés d'assurer sa crédibilité et sa fiabilité. Et si le contrôle interne et l'audit ne sont pas similaires, ils viennent se compléter.

En effet l'audit et le contrôle interne contribuent à la détermination de la qualité des informations financières de l'entreprise. En utilisant un mode de traitement de ces information financière à savoir le rapprochement bancaire.

Le traitement de l'information financière par le rapprochement bancaire offre un impact positif sur la qualité de cette information.

Chapitre 2

L'opération du rapprochement bancaire

Section 01 : La trésorerie

La trésorerie a une importance capitale pour l'entreprise car elle lui permet de financer son activité et d'assurer sa pérennité. C'est pour cela le trésorier doit gérer les liquidités de l'entreprise de façon quotidienne afin d'assurer sa solvabilité et sa crédibilité. La trésorerie permet aussi à l'entreprise le financement de nouveaux investissements qui lui assurent le développement¹.

1 Définition de la trésorerie et son rôle :

Le cycle de trésorerie représente le mouvement de circulation des fonds disponibles pendant le cycle de production, depuis les dépenses initiales d'approvisionnement de matière première, de règlements des achats et autres charges, jusqu'aux encaissements provenant des ventes.

La trésorerie a été définie de plusieurs façons par des différents acteurs.

Les normes internationales IAS/IFRS, précisément la norme IAS 7 et le SCF algérien donnent la même définition pour la trésorerie : « La trésorerie comporte les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie sont les placements ayant des échéances à très court terme (généralement inférieur à trois mois à partir de la date d'acquisition), très liquides puisque facilement convertibles en trésorerie et qui sont soumis à un risque de variation de valeur non significative. À ce titre, l'entreprise indique les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Elle présente un rapprochement entre les montants inscrits au tableau des flux de trésorerie et les éléments constitutifs des équivalents de trésorerie présentés au bilan »².

Diaby Mohammed dans son ouvrage « la gestion de la trésorerie » a défini la trésorerie :

« La trésorerie est l'ensemble des moyens de paiement ou de décaissement dont dispose une entreprise ; ou encore l'ensemble des moyens de financement liquide à court terme dont dispose une entreprise »³.

¹ L'AUDIT DU CYCLE DE LA TRÉSORERIE DANS LE CADRE D'UNE MISSION D'AUDIT INTERNE, p36

² Préface de SALUSTRO.E : Les normes comptables internationales ISA/IFRS, Edition Gualino, Paris, 2006, p54.

³ DIABY.M, Gestion de la trésorerie, édition l4harmattan, Paris, 2006, p09.

A partir de ces définitions, on peut conclure que la trésorerie inclut les disponibilités et les placements à court terme issus de la différence entre les ressources et les besoins découlant de l'activité de l'entreprise.

Alors on résume que la notion de trésorerie peut être appréhendée en termes de flux, correspondant aux encaissements et aux décaissements pendant une période. ». Ainsi¹ :

- Les encaissements : sont constitués des recettes, des produits financiers, des augmentations de capital, des emprunts à long, moyen et court terme et toutes autres ressources. Il s'agit donc d'opérations qui visent une entrée d'argent à l'entreprise immédiatement ou après un délai.

- Les décaissements : comprennent les dépenses d'exploitation, les investissements, les remboursements d'emprunt et de prêts (M. Gervais, 1983).

2 Les flux de trésorerie :

On appelle « Flux » la quantité de bien ou de monnaie, transférée pendant une période donnée entre deux agents économiques².

Un flux de trésorerie est un mouvement d'entrée ou de sortie de liquidités, c'est le fondement de la finance, car tout titre financier est évalué grâce aux flux de trésorerie³.

On distingue ainsi deux catégories de flux : les flux réels (biens et services) et les flux financiers (monnaie ou substitués).

L'état des flux de trésorerie reflète la façon dont la société génère et utilise la trésorerie dans ses activités d'exploitation, de financement et d'investissement⁴.

Les normes financières internationales IAS et le SCF donnent une définition à la trésorerie à partir des flux qui la composent.

La norme internationale IAS7 relative à l'état des flux de trésorerie retient trois natures d'activités qui donnent naissance aux flux de trésorerie : les activités opérationnelles, les activités d'investissement et les activités de financement.

¹ Proposition d'une démarche structurée de l'audit interne du cycle de trésorerie

² CONSO.P et HEMICI .F, Gestion financière de l'entreprise, 4^{ème} éditions, Dunod, Paris, 2002, p23.

³ L'AUDIT DU CYCLE DE LA TRESORERIE DANS LE CADRE D'UNE MISSION D'AUDIT INTERNE.p40

⁴L'AUDIT DU CYCLE DE LA TRESORERIE DANS LE CADRE D'UNE MISSION D'AUDIT INTERNE.p40

Le SCF (Système Comptable Financier, la loi 07-11 du 25 novembre 2007), les articles 240-1, 240-2 et 240-3 de l'arrêté du 28/07/2008, relatif à application de la loi 07-11 précisent le contenu de chaque activité :

Les activités opérationnelles : Les activités opérationnelles sont les principales activités génératrices de produits de l'entité et toutes les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement.

Les activités d'investissement : Ces activités concernent l'acquisition et la sortie d'actifs à long terme et les autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie

Les activités de financement : qui résultent des changements dans l'importance et la composition du capital apporté et des emprunts de l'entité.

La norme IAS-07 relative aux flux de trésorerie nous donne plus de détail sur les trois sources de flux de trésorerie, notamment :

2.1 Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles :

Les activités opérationnelles ou d'exploitation sont les principales activités résultant du chiffre d'affaires et des différents produits de l'entreprise ainsi que les activités qui ne répondent pas aux définitions des activités d'investissement ou de financement, à savoir :

Les entrées de trésorerie provenant de la vente de biens et de la prestation de services ;

Les entrées de trésorerie provenant de redevances, d'honoraires, de commissions et d'autres produits ;

Les sorties de trésorerie à des fournisseurs de biens et services ;

Les sorties de trésorerie aux membres du personnel ou pour leur compte ;

Les entrées et sorties de trésorerie d'une entité d'assurance relatives aux primes et aux sinistres, aux annuités et autres prestations liées aux polices d'assurance ;

Les sorties de trésorerie ou remboursements d'impôts sur le résultat, à moins qu'ils ne puissent être spécifiquement associés aux activités de financement et d'investissement ;

Les entrées et sorties de trésorerie provenant de contrats détenus à des fonds de négoce ou de transaction.

2.2 Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement :

Les activités d'investissement (Hors exploitation) sont relatives à l'acquisition et de la cession d'actifs à long terme, et autres placements non identifiés comme des équivalents de trésorerie. Parmi ces flux, on a :

- Sorties de trésorerie, effectuées pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, incorporelles et d'autres actifs à long terme. Ces sorties comprennent les frais de développement inscrits à l'actif et les dépenses liées aux immobilisations corporelles produites par l'entreprise pour elle-même ;
- Entrées de trésorerie découlant de la vente d'immobilisations corporelles, incorporelles et d'autres actifs à long terme ;
- Sorties de trésorerie effectuée pour l'acquisition d'instruments de capitaux propres ou d'emprunts d'autres entités et de participations dans des coentreprises.
- Avances de trésorerie et prêts faits à des tiers (autres que les avances et les prêts consentis par une institution financière) ;
- Entrées de trésorerie découlant du remboursement d'avances et de prêts consentis à d'autres parties (autres que les prêts consentis par une institution financière) ;
- Sorties de trésorerie au titre de contrats à terme ;
- Entrées de trésorerie au titre des contrats à terme sur des marchés organisés et de gré à gré, de contrats d'options ou de contrats de swap, sauf lorsque ces contrats sont détenus à des fins de négociation ou de transaction ou que ces entrées sont classées parmi les activités de financement.

2.3 Les flux de trésorerie provenant des activités de financement :

Les opérations de financement sont des activités résultant des changements dans le volume et la composition des capitaux propres et de la dette financière, des exemples cités dans la norme IAS 07 :

- Le produit de l'émission d'obligations, des prêts ordinaires, des bons du Trésor, des hypothèques et autres emprunts à court et à long terme ;
- Paiements effectués par le locataire à l'égard de la réduction du solde de la dette liée au crédit-bail ;

- Les flux de trésorerie provenant de l'émission d'actions ou d'autres instruments de capitaux propres ;
- Sorties de fonds aux actionnaires pour obtenir ou racheter les actions de la société ;
- Les sorties de fonds pour rembourser les emprunts.

3 Le tableau de flux de trésorerie :

3.1 Définition du tableau de trésorerie :

Document financier essentiel dans la gestion d'une entreprise, le tableau de flux de trésorerie indique les entrées et sorties de fonds de votre entreprise au cours d'une période donnée, appelée période comptable. Ce tableau regroupe les flux de trésorerie passés et permet d'établir des prévisions de trésorerie à venir. Il se compose généralement de trois sections : les activités d'exploitation, les activités d'investissement et les activités de financement. Le total des liquidités fournies ou utilisées par chacune des trois activités est ensuite additionné pour obtenir la variation totale de la trésorerie pour la période¹.

Le tableau de flux de trésorerie est un document comptable obligatoire aux Etats-Unis depuis 1988, au même titre que le bilan et le compte de résultat. Il est prévu par SFAS n°95 de novembre 1987, il est devenu obligatoire en France pour les comptes consolidés de puis 2000 en vertu du règlement 99-02. Cette présentation tend à se généraliser dans la plupart des pays.²

Il retrace les flux réels de trésorerie qui ont traversé l'entreprise sur une période, comme il explique comment l'entreprise est passée de sa position de trésorerie de début de période donnée à sa position de trésorerie de fin d'année.

3.2 L'importance du TFT :

Chef d'entreprise, entrepreneur, investisseur... Savoir lire et comprendre un tableau des flux de trésorerie est indispensable pour connaître la santé financière d'une entreprise. Parce qu'il représente une cartographie des mouvements de liquidités, le tableau de flux de trésorerie permet de prendre des décisions clés (commerciales, stratégiques, d'investissement, etc.) de³ manière avisée et éclairée. Grâce à lui, il est donc possible :

- D'évaluer la variation de trésorerie générée par les opérations de votre entreprise ;

¹ <https://agicap.com/fr/article/tableau-de-flux-de-tresorerie-ce-quit-faut-savoir/>

² Pratiquer l'analyse et la prévision financière (de l'entraînement au diagnostic financière à l'élaboration du plan de financement).p129

- De se faire une idée rapide de la santé financière de l'entreprise ;
- D'analyser la capacité de l'entreprise à financer ses investissements qui génèrent un besoin de trésorerie et à supporter le coût de ses engagements ;
- D'identifier la stratégie de l'entreprise (croissance interne, externe, etc.) et son impact sur son avenir ;
- De comprendre comment l'entreprise génère de la trésorerie et la façon dont elle l'utilise d'une année sur l'autre.

Gage de suivi financier régulier, le tableau des flux de trésorerie est utile pour de multiples raisons :

- Un bon indicateur de vos liquidités Grâce au tableau des flux de trésorerie, vous avez parfaitement conscience de l'état de vos flux dont vous disposez. Vous savez donc ce que vous pouvez vous permettre ou non dans vos choix stratégiques.
- Les variations de l'actif, du passif et des capitaux propres Vous pouvez quantifier les montants des sorties et des entrées de fonds et des liquidités réellement détenues par votre société. Ces trois catégories forment l'équation comptable pour mesurer vos performances d'activités.
- Prévoir les flux de trésorerie futurs Vous pouvez utiliser les tableaux de flux de trésorerie pour créer des projections de flux de trésorerie. Cela peut vous permettre par exemple d'établir vos futurs business plans à moyen et long terme.

4 Les étapes de la gestion des risques :

Pour obtenir une bonne gestion de la trésorerie les praticiens doivent respecter certaines conditions classées en quatre catégories :

- La bonne circulation de l'information ;
- La connaissance des mécanismes de rémunération bancaire ;
- La maîtrise des conditions techniques de paiement,
- Le choix des modes de règlement.

Le non-respect de ces conditions expose l'entreprise à des risques.

Gérer un risque veut dire que l'entreprise doit s'assurer qu'elle connait et comprend les risques auxquels elle s'expose d'où la nécessité de passer par les trois étapes essentielles de gestion des risques qui sont l'identification des risques, l'évaluation de ces risques.

5 Modes de paiement :

5.1 Les procédures d'encaissement :

Les procédures d'encaissement englobent toutes les opérations de collecte de fonds (recettes, règlement des clients, revenus d'intérêts,..), elles a pour but de garantir l'exhaustivité des encaissements dans les meilleurs délais et à favoriser l'existence de fonds nécessaire pour couvrir le déficit de liquidités.

Cette procédure peut être divisée en deux sous-procédures à savoir : les encaissements en espèce et les encaissements par chèque :

5.1.1 Processus d'encaissement en espèce :

Ce processus passe par les étapes suivantes :

- La réception du client par le caissier ;
- La vérification des éléments de la facture ;
- La réception et vérification des espèces ;
- Le comptage des espèces reçues conformément au montant inscrit sur la facture et le reçu ;
- Le marquage du cachet « payé » sur la facture ou le reçu et sur leur souche ;
- La remise de la facture ou du reçu au client ; la rétention de la souche de la facture ou du reçu comme pièces justificative ;
- Le rangement des espèces dans un coffre-fort dont aucune autre personne ne détient le code ;
- La séparation de la caisse recette et celle des dépenses ;
- Le remplissage du bordereau de versement en banque par le responsable qui le transmet au courrier pour versement ;
- La présentation des justificatifs de versement effectués par le coursier au responsable.

5.1.2 Processus d'encaissement par chèque :

Cette procédure couvre les tâches suivantes :

- La réception par le service courrier ou par une personne désignée du chèque et d'une copie de la facture y relative, de la part du client ;
- Enregistrement du chèque reçu dans le registre des chèques ;
- Présentation du chèque reçu au responsable financier pour autorisation d'encaissement auprès de la banque ;
- Endossement du chèque par la personne désignée ;
- Dépôt du chèque auprès de la banque pour encaissement par la personne désignée dans l'entreprise pour les dépôts des chèques à la banque ;
- Présentation par la personne désignée pour les dépôts des chèques des justificatifs des bordereaux de versement remis par la banque.

5.2 Les procédures de décaissement (paiement) :

Les procédures de décaissement concernent toutes les opérations de sorties de fonds effectuées par l'entreprise (achat de biens ou services).

Cette procédure comprend toutes les opérations de règlement en espèces ou par chèque, ses derniers représentent les moyens de paiement couramment utilisés. Elle peut être divisée en deux sous-procédures à savoir : le décaissement en espèce et le décaissement par chèque.

5.2.1 Le décaissement ou paiement en espèce :

Cette procédure regroupe les opérations suivantes :

- Séparation des tâches de gestion de la caisse et celles d'enregistrement des écritures comptables ;
- Séparation de la caisse de recette et de la caisse de dépense afin de permettre une meilleure visibilité des mouvements de la caisse ;
- Plafonner la caisse c'est-à-dire que l'entreprise doit fixer un niveau de dépense à régler en espèces. Tout montant qui excède ce niveau doit être impérativement payé par chèque ;
- Le paiement d'un fournisseur doit se faire par la présentation d'un avis de règlement authentique délivré par l'entreprise ;
- Les sorties de fonds pour motif d'achat d'un bien ou d'un service aux fins d'utilisation par l'entreprise contre présentation des pièces justificatives d'achat signées par les personnes autorisées ;

- Sortie de fonds pour paiement des salaires au personnel de l'entreprise contre signatures des salariés et présentation de leurs pièces d'identité² ;
- Les dépenses doivent être toujours accompagnées originaux des pièces justificatives;
- Les documents de paiement sont annulés par la mention « payé ».

5.2.2 Le décaissement ou paiement par chèque :

Les opérations suivantes sont effectuées lors d'un paiement par chèque :

- Présentation par le fournisseur de la facture et d'un avis de règlement délivrés par la personne désignée ;
- Réception des documents par la personne en charge de l'émission des chèques de l'entreprise
- Vérification de l'authenticité de ces documents ;
- Établissement du chèque par le comptable ou le trésorier ;
- Transmission des chèques émis et des documents reçus aux personnes chargées du contrôle et des signatures ;
- Remise du chèque signé au fournisseur ou au bénéficiaire ;
- Émargement par le fournisseur pour acquit ;
- Justification des dépenses par des pièces originales ;
- Annulation des documents de paiement par la mention « payé » ;
- Tous les chèques de paiement doivent contenir les signatures de deux personnes dont les spécimens de signatures doivent être préalablement déposés en banque;
- Tous les chèques émis pour règlement des factures doivent être barrés et non endossables ;
- Tous les chèques sont enregistrés selon l'ordre numérique ;
- Envoyer le plus rapidement possible les chèques à leurs destinataires par une personne autre que celui qui les a préparés.

Section 02 : Le rapprochement bancaire

1 Opération de fin d'exercice :

L'entreprise réalise périodiquement (en fin de mois, par exemple) le rapprochement du compte « Banque » tenu en comptabilité et le relevé bancaire reçu de sa banque.

Le rapprochement bancaire est une comparaison entre la comptabilité de la banque qui tient le compte bancaire et la comptabilité de l'entreprise (le compte Banque tenu par l'entreprise). A l'issue de cette comparaison, des anomalies peuvent apparaître¹.

Il faudrait d'abord obtenir les états de rapprochement bancaire des banques, établis par la société et vérifier que :

- Ils sont confirmés régulièrement à la fin de chaque mois ;
- Le solde chez la banque correspond au solde du relevé bancaire ;
- Les soldes arithmétiques sont corrects ;
- Tous les états de rapprochement sont signés par la personne qui les a établis et approuvés par un cadre du service comptabilité.

Elle vérifie la concordance des opérations comptabilisées dans le compte « Banque » avec celles enregistrées par la banque².

Le rapprochement bancaire sert à contrôler l'exactitude des écritures saisies dans le journal de banque en les comparant au relevé bancaire. Il permet de vérifier la concordance des comptes et d'en justifier les écarts³.

Les documents nécessaires :

Pour réaliser un rapprochement bancaire, il faut se munir :

- Du compte « Banque » tenu dans la comptabilité de l'entreprise (extrait du grand livre) ;
- Du relevé de compte reçu de la banque (relevé bancaire) ;
- De l'état de rapprochement bancaire précédent (si existant).

2 Déroulement de l'opération du rapprochement bancaire

L'état de rapprochement bancaire se fait régulièrement, le plus souvent de façon mensuelle.

L'établissement d'un rapprochement bancaire se fait en suivant les étapes ci-dessous :

¹ Proposition d'une démarche structurée de l'audit interne du cycle de trésorerie

² FICHE RESSOURCE : L'état de rapprochement

³ L'état de rapprochement bancaire

1. Lettrer (ou pointer) les opérations du grand livre du compte 512 avec le relevé bancaire (et l'ancien rapprochement bancaire).
2. Faire ressortir les opérations qui apparaissent sur le relevé bancaire et qui ne sont pas saisis, ainsi que les écritures qui ont été passés dans le compte 512 mais dont la banque n'a pas pris en compte.
3. Justifier ces écarts. (Chèques non encaissés, agios non enregistrés, montants erronés...)
4. Passer les écritures de régularisation nécessaire.

Pour vérification, le solde du compte 512 doit être égal au solde de fin du relevé bancaire plus ou moins les montants que la banque n'a pas encore perçus.

3 Objectif du rapprochement bancaire :

Le rapprochement bancaire vise principalement un diagnostic :

- Des paiements effectués et leurs enregistrements comptables respectifs ;
- L'adéquation de la période d'enregistrement ;
- Les règlements et les encaissements concernent des éléments réels et justifiés de l'entreprise ;
- Les éléments du patrimoine sont convenablement évalués.

4 Les principes du rapprochement bancaire :

Le rapprochement bancaire se fait à partir des documents suivants :

- Le grand livre + journal du compte 512
- Le relevé de compte bancaire
- Du dernier rapprochement bancaire établi

En principe, le solde du journal de banque doit être égal au solde du relevé bancaire à la même date. Mais en réalité c'est rarement le cas, pour ne pas dire jamais.

Les écarts peuvent être de différentes natures :

- Les erreurs de saisies (écritures saisies au débit au lieu de crédit ou vice-versa)
- Les erreurs de montants (Par exemple : un virement a été saisi en banque pour un montant de 55,99 DZD et la banque l'a enregistré pour un montant de 55,98 DZD. Il y a donc une erreur de 1 centimes qui doit être régularisée. Dans ce cas le principe est que la banque a toujours raison.)

- Les omissions (Par exemple, des frais bancaires, des agios, des frais sur virements étrangers...ou un règlement quelconque)
- Les décalages, c'est le cas notamment des chèques que nous enregistrons avant de transmettre à la banque la remise qui n'apparaît donc sur le relevé bancaire quelques jours après ou de chèques que nous enregistrons dès leur émission mais dont le fournisseur ne va pas encaisser de suite...)

5 Conclusion du chapitre 02 :

La trésorerie donc occupe une place importante dans l'entreprise, elle est l'un des éléments essentiels dans le domaine de la gestion financière car elle permet de renforcer la solvabilité et la crédibilité de l'entreprise¹.

Le rapprochement bancaire apporte la garantie que les mouvements réalisés au niveau de la trésorerie et retrace les flux réels de trésorerie qui ont traversé l'entreprise sur une période, comme il explique comment l'entreprise est passée de sa position de trésorerie de début de période donnée à sa position de trésorerie de fin d'année.

Le rapprochement bancaire Gère aussi les risques de trésorerie que l'entreprise peut rencontrer, s'assurer qu'elle connaît et comprend les risques auxquels elle s'expose.

Donc le rapprochement bancaire, puisqu'il comprend l'ensemble des procédures et des traitements appliqués par l'entreprise dans le but d'assurer le processus de collecte, de traitement, et de distribution de l'information financière. Il offre une qualité de l'information financière qu'elle aide à la prise de décision.

¹ L'AUDIT DU CYCLE DE LA TRESORERIE DANS LE CADRE D'UNE MISSION D'AUDIT INTERNE.p36

Chapitre 03

***Etudes de cas de la mission du rapprochement
bancaire***

Section 01 : Présentation de l'organisation d'accueil

1 Présentation de l'entreprise :

Le Cabinet DJEKHRAB ZAKARIA est un cabinet de commissariat aux comptes et comptabilité, fondé en 2018, sis à Alger, Résultant de plusieurs connaissances et savoir-faire dans le domaine des finances, comptabilité et audit.

Le Cabinet DJEKHRAB ZAKARIA est l'association de collaborateurs et experts amplement qualifiés, soutenus par des partenaires et consultants spécialisés.

Le Cabinet DJEKHRAB ZAKARIA développe des missions d'accompagnement et de conseil aux entreprises, en mettant à leur disposition des professionnels dotés d'un savoir-faire permettant d'assister au développement et la pérennité de l'organisation et ce, en identifiant clairement le manque à gagner.

2 Présentation du service concerné par le stage

2.1 Service d'audit :

Le service d'audit au sein de ce cabinet c'est un service d'analyse menée par un expert avec un œil impartial et si possible indépendant sur un aspect précis de l'entreprise.

L'auditeur en générale : analyser, investiguer, vérifier et contrôler les éléments précis.

Le but de l'audit c'est :

- Vérifier que l'entreprise respecte des règles et des normes en vigueur.
- De faire un état de lieux d'un service ou d'un département complet de l'entreprise.
- Permet aussi de détecter les points forts et les points faibles, et de mesurer les efforts à réaliser pour parvenir à des résultats meilleurs.

Le rôle clé de l'auditeur :

- Apporter un regard nouveau
- Vérifier les données
- Appliquer une méthode de travail rigoureuse

Afin de formuler des recommandations.

L'expert-comptable :

- Compétent pour vérifier la bonne tenue des comptes.
- Venir auditer le travail mené en interne.
- S'assurer de l'exactitude de la comptabilité.
- Véritable garant de la bonne application des règles à la fois fiscales et comptable.

3 L'Organisation :

Dirigé par 12 professionnels de l'audit et de la comptabilité (employés et consultants), le Cabinet est d'une organisation fonctionnelle présenter en deux activités principales, l'audit et la Comptabilité et qui sont subdivisé par taille de clients, Grand comptes et Comptes divers afin de mettre à la disposition de ses clients partenaires un réseau de professionnel apte à répondre à leurs préoccupations liées aux différents cycles de vie de leurs entreprises. Voir Fig N° 01.

Le Cabinet est doté d'une charte associative lui permettant une collaboration et/ou un partenariat avec d'autres Cabinets nationaux ou étrangers.

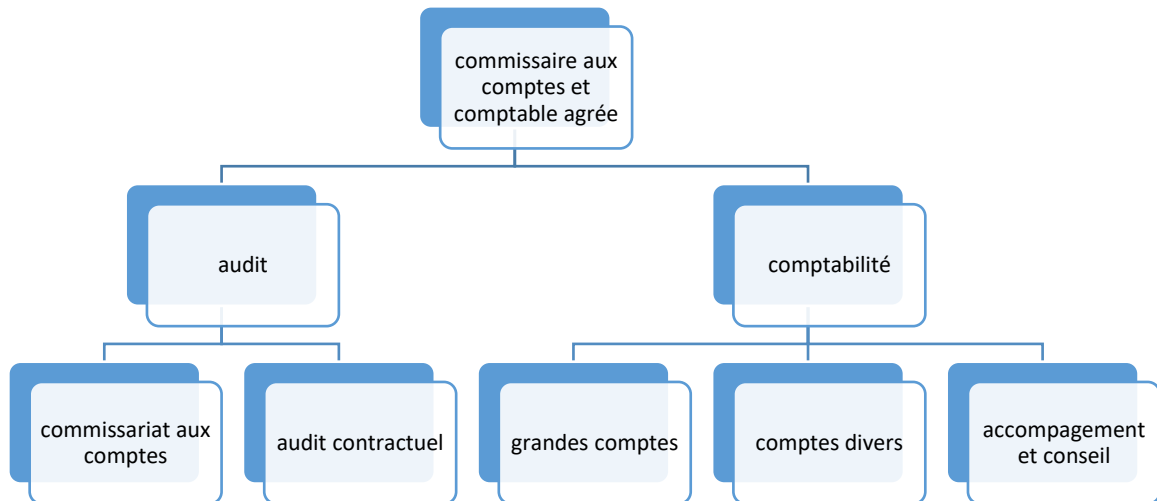


Fig N° 01.

Section 02 : La présentation de l'entité choisi

1 Présentation de l'entité choisi :

INDEXALPHA est une entreprise cliente chez le cabinet DJOKHERAB ZAKARIA, elle est une entreprise d'import-export dont l'activité principale est d'importer ou d'exporter des biens ou des services en ALGERIE et à vendre des produits nationaux à l'étranger.

Toute activité commerciale qui a pour intérêt l'acquisition de produit en provenance de l'étranger est une importation. Dans le cas contraire, la vente de produits nationaux à l'étranger est une exportation.

Importation : L'importation est l'entrée dans un pays de biens ou services qui proviennent d'un autre pays.

Exportation : L'exportation est la sortie vers un autre pays de biens ou services.

2 Missions et rôle du l'import-export :

2.1 La mission :

Importation¹: L'importation est l'entrée dans un pays de biens ou services qui proviennent d'un autre pays.

Exportation : L'exportation est la sortie vers un autre pays de biens ou services.

Un commercial² import-export a pour mission de gérer les relations de sa société avec les fournisseurs ainsi que les clients étrangers qu'il a préalablement démarchés.

Ces principales activités sont de l'ordre de la :

- Communication
- Négociation
- Stratégie
- Vente
- Achat

Ce professionnel du commerce international doit connaître le droit du commerce, les démarches à entreprendre auprès des douanes et savoir analyser le marché concurrent.

¹ <https://www.algomtl.com/lire/definitions-24.html>

² <https://infonet.fr/lexique/definitions/import-export/>

2.2 Le rôle :

Les exportations sont fondamentales et génèrent un impact sur l'économie d'un pays. Il y a cependant un équilibre à trouver entre l'import et l'export pour assurer une croissance durable.

Exporter pourrait se traduire par avoir l'opportunité de fabriquer une image de fiabilité et valoriser l'industrie d'un pays auprès du public des pays importateurs. Une entreprise exportatrice qui dégagne des bénéfices de ce fait, participe à son échelle à la croissance économique d'un pays.

Certains pays émergents tentent de favoriser le financement de leur production industrielle en augmentant l'export. Un risque se trouve lorsqu'une situation de bulle financière se crée et que les entreprises ne peuvent plus rembourser leur prêt.

L'export est fondamental pour acquérir des devises étrangères, qui à l'importation pourront être utilisées pour emprunter sur des marchés financiers.

Section 03 : Exécution de la mission du rapprochement bancaire au sein de l'entreprise EURL INDEXALPHA

A la fin de chaque mois, il sera nécessaire d'obtenir de la banque le relevé bancaire du mois afin de procéder à la réconciliation du compte entre le journal centralisateur tenu par le gestionnaire et le relevé de banque. Il arrive généralement que le solde banque du journal centralisateur ne coïncide pas avec le solde du relevé bancaire.

Cette différence de solde entre la banque et la comptabilité peut être due aux causes suivantes :

- Les chèques émis par l'organisation et non présentes à la banque par les bénéficiaires,
- Les agios et commissions bancaires (avis de débit non reçu par l'organisation) des versements ou remises faits par l'organisation non pris en compte sur le relevé bancaire (opération fine de mois),
- Des virements de fonds effectués par les bailleurs fonds non pris en compte dans le journal de l'organisation (avis de crédit non reçus) ;

- Les intérêts versés par la banque non comptabilisés dans le journal.

Pour situer ces écarts, il faut les documents suivants :

- Le journal de trésorerie ;
- Le relevé bancaire ;
- L'état de rapprochement bancaire ;
- Le dernier état de rapprochement bancaire s'il existe ;
- Le(s) chéquier (s) ;
- Les bordereaux de versement ;
- Les avis de crédit.

1 Procédures :

Etape 1 : Reporter la date du relevé, le solde selon le relevé bancaire et le solde du journal trésorerie sur les lignes prévues dans le tableau de rapprochement bancaire vierge.

Etape 2 : Faire le pointage simultané des montants du relevé et ceux du journal de trésorerie (colonne « Banque ») depuis la date du dernier rapprochement bancaire. Si les montants correspondent mettre une croix sur tous les deux.

Etape 3 : Mettre dans la rubrique « chèque non débités » tous les montants non pointés du journal de trésorerie se trouvant à la colonne « banque/dépenses » en précisant pour chaque chèque, chèque numéro et la date d'émission.

Etape 4 : Mettre dans la rubrique « Dépôts en Transit » tous les montants non pointés du journal de trésorerie se trouvant à la colonne « banque/recettes » en précisant pour chaque dépôt.

Etape 5 : Calculer le solde rapproché selon le relevé bancaire en suivant la méthode de calcul indiquée sur le tableau de rapprochement bancaire.

Etape 6 : Mettre sur la ligne « Commissions et Agios Bancaires » le total des montants non pointés dans le relevé bancaire au niveau de la colonne « Débit » et concernant les commissions et agios bancaires.

Etape 7 : Mettre sur la ligne « Paiement Constaté par la Banque et non Constaté dans le journal de trésorerie » les montants non pointés dans le relevé bancaire à la colonne « Débit » et concernant ces opérations.

Chapitre 03 : étude de cas de la mission du rapprochement bancaire

Etape 8 : Mettre sur la ligne « intérêts Versés par la Banque » les montants non pointés dans le relevé bancaire à la colonne « Crédit » du relevé bancaire concernant ces opérations.

Etape 9 : Mettre dans la rubrique « Dépôts reçues par la Banque et non comptabilisés dans le journal de trésorerie » les montants non pointés dans le relevé bancaire à la colonne « Crédit du relevé bancaire » concernant les dépôts de fonds en précisant chaque fois la date de dépôt

. Etape 10 : Calculer le solde rapproché selon le journal de trésorerie en suivant la méthode de calcul indiquée sur le tableau de rapprochement bancaire.

Etape 11 : Après le rapprochement bancaire, régulariser les écritures du relevé bancaire qui ne figuraient pas dans la colonne « Dépenses/Recettes du Journal de trésorerie ».

Rapport Financier Interne/partenaire :

Objectifs pour suivre une procédure financière saine, faut-il soumettre aux responsables de la gestion des fonds, à intervalles réguliers, un rapport financier périodique contenant toutes les informations financières à jour qui reflètent avec exactitude la situation financière de la structure pour ce faire, il faut :

- S'assurer que les informations contenues dans ce rapport permettent de répondre aux besoins financiers des responsables de la gestion et des bailleurs ;
- Analyser la situation des dépenses effectuées par rapport aux prévisions budgétaires

Procédures :

Etape 1 : S'assurer que le rapprochement bancaire est fait

Etape 2 : Vérifier que les totaux des colonnes concernées du journal de trésorerie et de document de suivi budgétaire ont été faits.

Etape 3 : Vérifier les rubriques budgétaires et voir si les montants de ces différentes rubriques ont été correctement reportés sur le formulaire de rapport de dépenses

Etape 4 : S'assurer que les rapports financiers ont été au préalable vérifiés par le chef de service administration finances et cela en apposant leurs signatures sur les documents.

Etape 5 : S'assurer que les informations destinées à l'élaboration des rapports financiers sont tirées des documents comptables comme journal de trésorerie. Fiches de suivi budgétaire et autres.

Etape 6 : S'assurer de la conformité des documents par rapport aux normes en vigueur dans la structure : Le rapport doit être exact et élaboré en temps opportun et répondre aux besoins financiers des responsables de la gestion et des bailleurs de fonds.

2 Un exemple simplifié du rapprochement bancaire de l'entreprise :

Relevé bancaire	Débit	Crédit
Solde de début	0,00	0,00
2/1 Remise de chèque n°XX23		5 000,00
2/1 Chèque n°556789	2 030,00	
3/1 Virement du client VERT		25,00
3/1 Frais bancaire	2,80	
Total	2 032,80	3 030,00
Solde de fin		997,20

Fig N°02

Compte 512 Banque	Débit	Crédit
Solde de début	0,00	0,00
1/1 Remise de chèque	5 000,00	
1/1 Chèque n°556789		2 020,00
3/1 Virement du client VERT	25,00	
4/1 Remise de chèque	400,00	
4/1 Chèque n° 556790		250,00
Total	3 430,00	2 270,00
Solde de fin	1 160,00	

Fig N°03

3 Analyse du rapprochement bancaire :

Ici, les écritures pouvant être lettrées ont été mise en rouge. Il ne faut donc plus en tenir compte maintenant.

On constate :

Une erreur de montant du chèque n°556789 de 10,00 DZD.

Un oubli de saisi des frais bancaires de 2,80 DZD.

Une remise de chèque n'a pas encore été encaissée et un chèque émis n'a pas encore été débité.

Des écritures de régularisation doivent être saisie dans le compte de banque 512 :

Une pour le chèque de 10,00 DZD

Une pour les frais bancaires de 2,80 DZD.

Après régularisation, l'état de rapprochement fera ressortir uniquement la remise de chèque qui n'a pas été encaissé et le chèque émis et non débité qui devront être reportés lors du prochain état de rapprochement bancaire.

4 Le rapprochement bancaire de l'entreprise INDEXALPHA :

La première étape consiste à letter les soldes (le solde de sa compte Banque en comptabilité, et le solde du relevé bancaire), c'est-à-dire les équilibrer. Vous devez partir d'un montant initial identique de chaque côté.

Voici le compte en comptabilité de l'entreprise INDEXALPHA :

Et Voice son relevé bancaire :

Le principe est de comparer et pointer les opérations des deux côtés : vous devez retrouver les mouvements de votre comptabilité sur votre relevé bancaire. Attention ! Un montant au débit du compte Banque sera dans la colonne Crédit du relevé, et inversement.

Il s'agit là de comparer les écritures comptables issues de vos commandes (factures d'achat ou de vente enregistrées) aux opérations financières listées sur vos relevés bancaires.

Cela peut s'avérer simple (par exemple un paiement par virement du montant exact d'une facture en France), comme bien plus complexe car générateur d'écart (paiement partiel, regroupement du paiement de plusieurs factures, imputation de frais par la banque à l'international...).

5 Conclusion du chapitre 03 :

Le rapprochement bancaire est un véritable outil de contrôle dans la gestion de l'entreprise INDEXALPHA, l'objectif premier du rapprochement bancaire est d'assurer de la cohérence entre le compte banque en comptabilité de l'entreprise INDEXALPHA et ses relevés bancaires (ses encaissements ont-ils bien été crédités et ses décaissements débités ?) ; de plus il permet de faire le point sur l'état de sa trésorerie

Le rapprochement bancaire est une comparaison entre la comptabilité de la banque qui tient le compte bancaire et la comptabilité de l'entreprise (le compte Banque tenu par l'entreprise).

Le rapprochement bancaire sert à contrôler l'exactitude des écritures saisies dans le journal de banque en les comparant au relevé bancaire. Il permet de vérifier la concordance des comptes et d'en justifier les écarts.

Donc le rapprochement bancaire c'est un outil important pour suivre les mouvements d'encaissement et de décaissement de l'entité, cela va permettre aux entités de

Enfin, réaliser régulièrement un rapprochement bancaire va permettre aussi d'identifier de potentiels « problèmes » (tels que des retards de paiement) ou des erreurs de comptabilisation.

Conclusion générale

Conclusion générale :

Les états financiers sont une représentation qui synthétise les transactions réalisées par l'entreprise afin de fournir une information sur la situation financière et la performance des organisations.

Pour ce faire, Nous avons défini la notion de l'information financières des entreprises, en commençant par une réflexion sur le concept de l'audit interne puis le rapprochement bancaire au sein de l'entreprise, son déroulement, ses objectifs et en fin sur ses outils nécessaires.

Ensuite, nous avons fixés des objectifs qui consistent à vérifier la fiabilité et la régularité des informations comptables et financières fournies, en basant sur un ensemble de normes d'audit interne pour uniformiser ses pratiques.

A cet effet, durant notre stage au sein de cabinet d'audit et de commissariat aux comptes de DJOKHERAB ZAKARIA, en choisissant une entreprises parmi ses clients, à savoir EURL INDEXALPHA, nous avons pu avoir une idée sur la rapprochement bancaire et son rôle au sein de cette société et sur le déroulement du rapprochement bancaire et les outils et les techniques utilisés dans le cadre de cette mission par l'auditeur afin d'aboutir à des résultats pertinents, nous avons optés une démarche qualitative comme méthode de recherche pour tester la conformité de la méthodologie du rapprochement bancaire et des états financiers par rapport aux lois internationales.

Le déroulement du rapprochement bancaire au sein du cabinet d'audit pour un de ses clients commence par l'élaboration d'un plan mensuel d'affecter le rapprochement bancaire par un auditeur.

En ce qui concerne nos hypothèses, nous sommes arrivés à les vérifier, en s'appuyant sur les résultats de l'étude précédente, ainsi, d'appliquer l'audit interne et d'effectuer le rapprochement bancaire sur les informations financières des entreprises et sa performance financière et sa pérennité :

Nous constatons également que le rapprochement bancaire apporte une vraie valeur à l'amélioration des fonctions finance et comptabilité en termes de qualité de l'information, à travers la détection des conflits, des forces et des faiblesses des dispositifs de contrôle interne mis en place, la détection et la maîtrise des risques liés à ces fonctions, et que l'audit interne,

Conclusion générale

joue le rôle de garant du bon déroulement des procédures du rapprochement bancaire. Et donc l'hypothèse N°01 est confirmée.

Aussi, nous avons constaté, que la méthodologie du rapprochement bancaire au sein du cabinet d'audit affecté à ses clients et la présentation des états financiers est conforme au système comptable financier SCF, et que le rapprochement bancaire offre à l'entreprise la maîtrise de ses informations financières et de ses risques financiers. Et donc l'hypothèse N° 02 confirmée.

Ainsi pour l'hypothèse N°03, on constate que le rapprochement bancaire a un impact positif sur la qualité des informations financières.

A travers notre mémoire, le rapprochement bancaire apparaît comme une fonction d'assistance au management de l'entreprise.

L'audit prend une dimension importante lorsqu'il s'agit d'une activité risquée comme le rapprochement bancaire. En effet, la prise de risque financière est un élément fondamental du métier de l'assureur. Le risque implique la prise en compte d'une exposition à un danger, un préjudice ou autre événement, inhérent à une situation ou une activité. Le rapprochement bancaire ne peut garantir tous les risques. Certaines conditions doivent être réunies pour garantir l'assurabilité d'un risque.

Bibliographie

Ouvrages :

- Proposition d'une démarche structurée de l'audit interne du cycle de trésorerie
- FICHE RESSOURCE : L'état de rapprochement
- L'état de rapprochement bancaire
- Manuel de procédures de contrôle interne (ALIDÉ)

Des sites web :

- <https://www.l-expert-comptable.com/a/36800-le-controle-interne-comptable-un-outil-securitaire-et-de-recherche-de-qualite.html>
- Manuel de procédures de contrôle interne (ALIDÉ)
- <https://www.appvizer.fr/magazine/operations/gestion-commerciale/transitaire>

Des mémoires :

- La conduite d'une mission d'audit interne comptable et financier.
- L'analyse financière comme outil d'évaluation de la performance d'une entreprise.
- Diagnostique financière d'une entreprise.
- L'audit contractuel et sa relation avec le contrôle interne

ANNEXES

TABLE DES MATIÈRES

dédicace	4
Remerciements	6
Liste des abréviations :	7
Liste des figures :	8
Sommaire :	9
Introduction générale :	0
Chapitre 01 :	6
L'information financière au sein de l'entité	6
Section 01 : L'entité, définition, objectif et risque	7
1 L'entité	7
1.1 Définition de l'entité :	7
1.2 Catégorie de l'entité :	7
2 Objectif de l'entité :	8
2.1 Définition des objectifs :	8
2.2 Type des objectifs :	10
2.3 Choix des objectifs :	10
2.4 Comment se fixer des objectifs :	11
3 Les risques au niveau de l'entité :	12
3.1 Définition des risques :	12
3.2 Processus de gestion des risques :	12
3.3 La conséquence de gestion des risques :	13
3.4 Types de risques auxquels votre entreprise est confrontée :	13
3.5 Les risques financiers :	14
Section 02 : L'information financière au sein de l'entité	16
1 Définition de l'information financière :	16
2 La qualité de l'information financière :	16
3 L'importance et l'impact de l'information financière sur la prise de décision :	19
3.1 L'importance de l'information financière sur la prise de décision :	19
3.2 L'impact de l'information financière sur la prise de décision :	20
Section 03 : La comptabilité financière au niveau de l'entité	22
1 Définition de la comptabilité :	22
1.1 Définition de la comptabilité	22
1.2 Les principes comptables :	23

Tables des matières

2	Le rôle de la comptabilité financière :.....	25
3	Organisation comptable :.....	28
3.1	Définition de l'organisation financière :.....	28
3.2	Des organisations internes de la gestion de la comptabilité :	29
3.3	Des organisations avec externalisation partielle :.....	29
3.4	Les états financiers :.....	30
Section 04 : Le traitement de l'information financière.....		30
1	L'activité contrôle interne :.....	30
1.1	Les objectifs du contrôle interne :.....	31
1.2	L'importance du contrôle interne :	32
1.3	La mise en œuvre du contrôle interne :.....	33
2	L'audit comptable et financier par cycle :.....	33
2.1	Définition de l'audit :.....	34
2.2	L'objectif de l'audit :.....	34
2.3	L'audit interne :	35
2.4	L'audit comptable et financier :	36
2.5	L'audit l'égal :	36
3	Mode de traitement de l'information financière :.....	36
4	Conclusion du chapitre 01 :.....	38
Chapitre 2.....		39
L'opération du rapprochement bancaire		39
Section 01 : La trésorerie.....		40
1	Définition de la trésorerie et son rôle :.....	40
2	Les flux de trésorerie :.....	41
2.1	Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles :.....	42
2.2	Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement :	43
2.3	Les flux de trésorerie provenant des activités de financement :.....	43
3	Le tableau de flux de trésorerie :	44
3.1	Définition du tableau de trésorerie :.....	44
3.2	L'importance du TFT :.....	44
4	Les étapes de la gestion des risques :	45
5	Modes de paiement :	46
5.1	Les procédures d'encaissement :.....	46
5.1.1	Processus d'encaissement en espèce :	46
5.1.2	Processus d'encaissement par chèque :.....	46
5.2	Les procédures de décaissement (paiement) :	47

Tables des matières

5.2.1	Le décaissement ou paiement en espèce :	47
5.2.2	Le décaissement ou paiement par chèque :.....	48
Section 02 : Le rapprochement bancaire		48
1	Opération de fin d'exercice :.....	49
2	Déroulement de l'opération du rapprochement bancaire	49
3	Objectif du rapprochement bancaire :.....	50
4	Les principes du rapprochement bancaire :.....	50
5	Conclusion du chapitre 02 :.....	51
Chapitre 03		52
Etudes de cas de la mission du rapprochement bancaire.....		52
Section 01 : Présentation de l'organisation d'accueil.....		53
1	Présentation de l'entreprise :.....	53
2	Présentation du service concerné par le stage	53
2.1	Service d'audit :.....	53
3	L'Organisation :	54
Section 02 : La présentation de l'entité choisi.....		55
1	Présentation de l'entité choisi :	55
2	Missions et rôle du l'import-export :.....	55
2.1	La mission :.....	55
2.2	Le rôle :.....	56
Section 03 : Exécution de la mission du rapprochement bancaire au sein de l'entreprise EURL		
INDEXALPHA.....		56
1	Procédures :.....	57
2	Un exemple simplifié du rapprochement bancaire de l'entreprise :.....	59
3	Analyse du rapprochement bancaire :.....	59
4	Le rapprochement bancaire de l'entreprise INDEXALPHA :.....	60
5	Conclusion du chapitre 03 :.....	62
Conclusion générale		63
Bibliographie		66
ANNEXES.....		68
TABLE DES MATIÈRES		69

